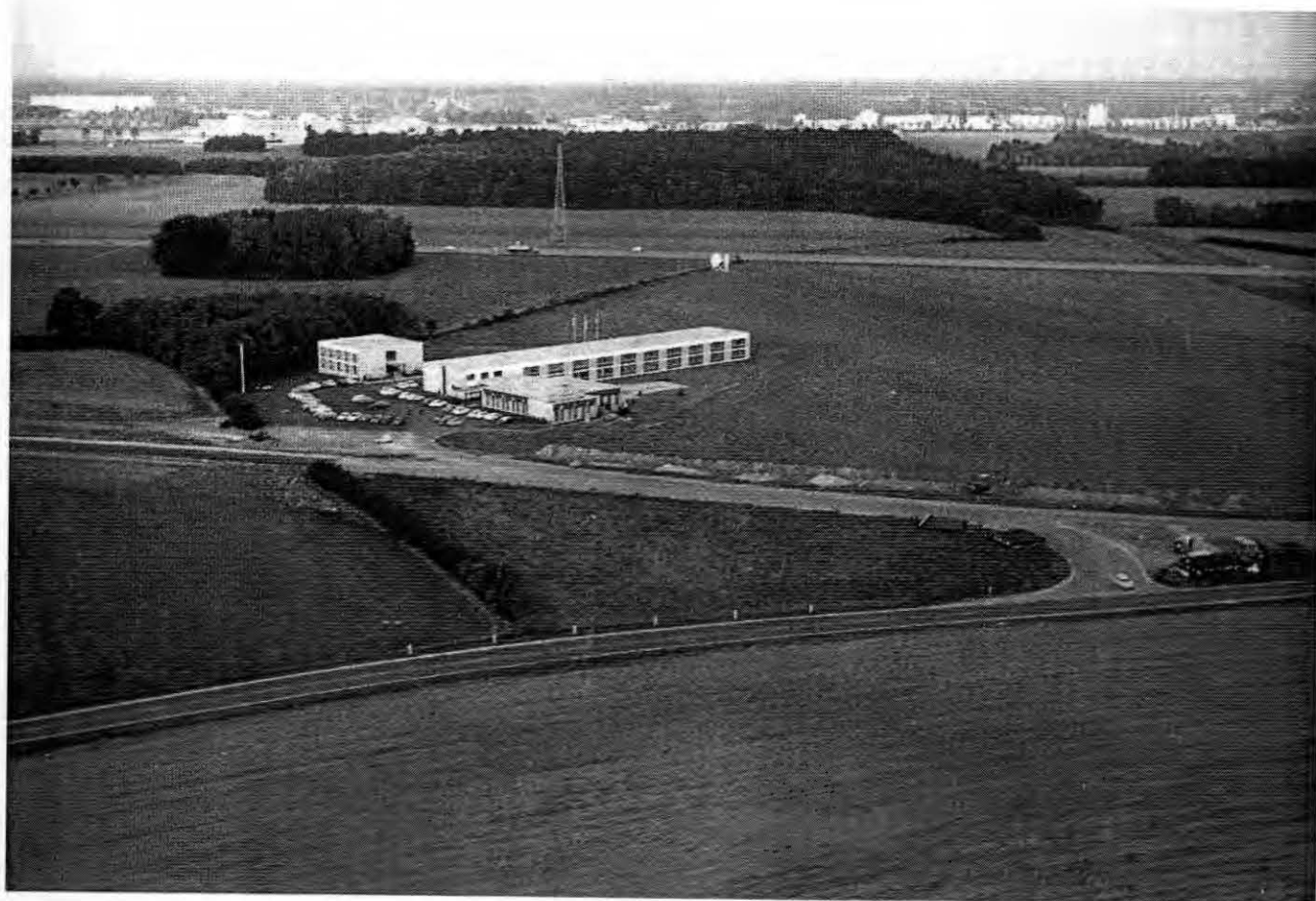




LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE AU TEMPS DE L'EPEVRY

Elio COHEN-BOULAKIA



octobre 1970 NOVOTEL

EDITORIAL

L'EPINE DORSALE DE LA VILLE NOUVELLE

« *Le développement économique est l'épine dorsale de la ville nouvelle* ». Ainsi s'exprimait, à juste titre, Elio BOULAKIA, lors de deux interviews qu'il a accordées à Mémoire de la ville nouvelle, au printemps 2003. Ce Document mémoire n° 8 reproduit tout ce qui touchait, dans ces interviews, au développement économique. Le reste, qui traitait de la promotion générale de la ville nouvelle d'Evry, viendra sans doute dans l'une des prochaines publications.

C'est vrai, les objectifs de développement économique sont atteints sans conteste. Le nombre d'emplois créés est supérieur au nombre de logements nouveaux. Et ce n'est pas propre à Evry, mais à toutes les villes nouvelles de cette génération 60-70. Partout en France, dès les années 1990, les neuf villes nouvelles se sont affirmées comme les principaux pôles de création d'emplois et de développement dans leur région. Certains objectifs tardent à se concrétiser, mais pas celui-là.

Et il ne s'agit pas de n'importe quel développement. Le rapprochement habitat-travail, impératif voulu au départ, a été satisfait lui aussi. Au fond, ce n'était pas si compliqué. Il s'agissait de faire respecter, dans les programmes de logements nouveaux, la priorité aux salariés des entreprises qui s'installaient. Cela ne demandait pas un dispositif coûteux : un responsable (saluons Yves DAMOISEAU) assisté d'une secrétaire. Ainsi s'est profilée la structure d'un bassin d'emploi et de vie, qui va des pistes d'Orly à Corbeil-Essonnes, peuplé de 500 000 habitants dès aujourd'hui. Trente ans après, alors qu'un relâchement s'était installé sur ce point, il est intéressant de voir les idées de développement durable revenir à ces perspectives de rapprochement habitat-emploi.

Elio COHEN-BOULAKIA est le témoin majeur de cette réussite, puisqu'il a dirigé, à l'Epérvy (Etablissement public d'aménagement de la ville nouvelle d'Evry), le service chargé du développement économique et de la promotion. C'est dire que ce numéro sera précieux, dans la série des Documents mémoires. Comme souvent dans les EPA (Etablissement public d'aménagement) de villes nouvelles, Elio a fait preuve d'une belle continuité, en restant à son poste depuis les origines du SDAU (Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme) de 1965, jusqu'en 1991.

Pour atteindre un si bon résultat, son équipe n'a jamais été très grande. Ceci était dans la logique des formations de "chevaliers légers", voulue par le père des villes nouvelles, Paul DELOUVRIER. Elio se plaît à le souligner, car la formule contient le secret de la réactivité, dont il est fier à juste titre. Tenir les engagements, ne pas faire attendre les clients, jouer le rôle de guichet unique pour le monde de l'entreprise : voilà peut-être des références intéressantes pour des services de développement économique liés par un encadrement administratif plus lourd, et des délais de décision plus longs.

Ces pages ont aussi des résonances d'une époque révolue. La ville nouvelle d'Evry, pôle de techniques de pointe, tourné principalement vers l'informatique, avec des enseignes comme DIGITAL-EQUIPMENT, LOGABAX, HEWLETT-PACKARD... Tout cela est maintenant du passé. Elio est fier d'avoir réussi ce regroupement, qui a fait la renommée internationale d'Evry à ses débuts. C'était la première génération. Maintenant on est plutôt fier des biotechnologies.

Les bases n'ont pourtant pas changé. A côté d'un riche tissu de PME-PMI, nous conservons toujours les mêmes fleurons, comme le CNES, ARIANESPACE, SOFINCO... et deux multinationales qui sont nées et ont grandi dans, et avec, la ville nouvelle : ACCOR et CARREFOUR. Qui avait remarqué que la chaîne CARREFOUR était, jusqu'à une date récente, pilotée depuis des bureaux – certes très discrets – à Courcouronnes ? Et qui réalise qu'après avoir

implanté l'un des tous premiers NOVOTEL au **Bois-Briard**, le duo DUBRULLE-PELISSON a bâti un leader mondial de l'hôtellerie et des loisirs : ACCOR, dont les services centraux sont toujours fidèles à la ville nouvelle ?

Elio ne tarit pas d'anecdotes, concernant ses rapports avec les hommes, ces capitaines d'industries ou de services, constructeurs de la prospérité locale. Parfois les relations sont cordiales et paisibles, et parfois plus conflictuelles.

Dominique PLANQUETTE, comme toujours, a tiré de son fonds inépuisable quelques images mémorables, qui rappellent comment l'agriculture de ce plateau a été relayée par l'industrie et les services.

Les habitants nouveaux, qui maintenant en demandent de plus en plus sur les fondements de l'histoire dans laquelle ils s'insèrent, trouveront là une belle occasion pour se greffer sur des racines.

André DARMAGNAC
président de MVN
novembre 2006

LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE AU TEMPS DE L'EPEVRY*

Ce document est extrait de deux interviews de Elio COHEN-BOULAKIA réalisés en mars et mai 2003 par Mémoire de la ville nouvelle.

Participaient à ces interviews, au nom de l'association :

Elisabeth BREMAUD

André DARMAGNAC

Dominique PLANQUETTE.

* Etablissement public d'aménagement de la ville nouvelle d'Evry
(Bondoufle, Courcouronnes, Evry, Lisses)



1965 Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne



mars 1975 André LALANDE dans son bureau à l'Epévy

Elio CB : pour bien comprendre ce qu'était cette mission de développement économique, il faudrait partir de juillet 1966, lorsque la "mission LALANDE" démarre.

MVN : Mais toi, tu avais commencé avant ?

Elio CB : Oui. J'ai commencé à travailler en 1963, à l'IAURP (Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne) avec Pierre MERLIN, Serge GOLDBERG, et une série d'autres anciens. Mon nom figure sur la liste des auteurs du SDAU-RP (Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne) de 1965. On travaillait directement sous la houlette du préfet Jean MILLIER, premier collaborateur de Paul DELOUVRIER, à la tête du District. A un moment, Paul DELOUVRIER a dit « *On lance les deux premières villes nouvelles, Evry et Cergy. Il faut, pour chacune, une petite équipe de cheveu légers.* »

La gestation de l'idée de ville nouvelle a été assez longue. Au départ, après le constat de faillite du PADOG-RP (Plan d'aménagement et d'organisation de la région parisienne), on préparait un SDAU. Il fallait accélérer la production de logements, mais sur un mode différent des "grands ensembles". On avait regardé les villes nouvelles anglaises, les cités-jardins, cela ne convenait pas. On est venu à un concept de ville nouvelle à la française, qui était une création assez originale. Il était né dans l'équipe, avec deux idées :

1 - Il n'était plus question de continuer à prétendre qu'on était capable de juguler le développement de la métropole parisienne.

2 - Arriver à faire ce développement, mais en le maîtrisant.



1967 Jean MILLIER (assis au centre) et ses collaborateurs présentent le SDAU à la presse

De là vient l'idée en particulier dans le cas d'Evry de réaliser des "centres urbains restructurateurs et des villes nouvelles", qui devaient être assez proches de la métropole pour bénéficier de sa sève, et en même temps assez éloignés pour qu'elles puissent avoir un développement autonome. Il fallait

tout à la fois créer la ville nouvelle et faire que son "urbanité" puisse bénéficier à la banlieue sous équipée qui se développait à proximité de son site de création.

C'était là un pari risqué. Il y avait un défi à relever, pour faire à seulement 20 à 30 Km de Paris des ensembles qu'on voulait autonomes.

Et Paul DELOUVRIER a vendu l'idée au chef de l'Etat après une longue discussion. D'abord il y avait eu un entretien avec les proches du général, puis avec le chef de l'Etat soi-même, qui a posé des questions pertinentes, et a dit « *Allez-y* ». C'est pourquoi, l'expression consacrée : « Approuvé à la suite d'un Conseil des ministres restreint » est ...un euphémisme !

MVN : des proches collaborateurs... des ministres ?

Elio CB : non, des conseillers de cabinet. Des gens dont on ne connaît généralement pas les noms, ou peu. On n'est pas dans des procédures habituelles.



1967 Maurice DOUBLET, préfet de Paris (à gauche) et Paul DELOUVRIER

MVN : DELOUVRIER aurait dit au général « *Je veux bien m'occuper de ces problèmes, mais avec des structures qui puissent échapper à la pesanteur administrative* ».

Elio CB : oui. Paul DELOUVRIER avait nettement conscience, en bon commis de l'Etat, qu'à partir du moment où l'on revient dans le non dérogatoire, tout s'enlise. En fait, il a demandé, et obtenu, d'avoir une organisation exceptionnelle, une administration de mission, en quelque sorte,

qui lui permettait d'éviter les lenteurs des rouages administratifs de l'Etat et des collectivités locales. Une organisation qui relève directement du Premier ministre, pour que, des décisions à la réalisation, il y ait le moins de déperdition possible.

Alors c'est là qu'au début 1965, Paul DELOUVRIER nous réunit et dit : *« Il va falloir faire des équipes pour les deux premières villes nouvelles. »* Voilà comment j'ai démarré pour Evry, dans les locaux de la rue Hamelin (Paris 16^e).

MVN : on ne parlait pas encore de développement économique ?

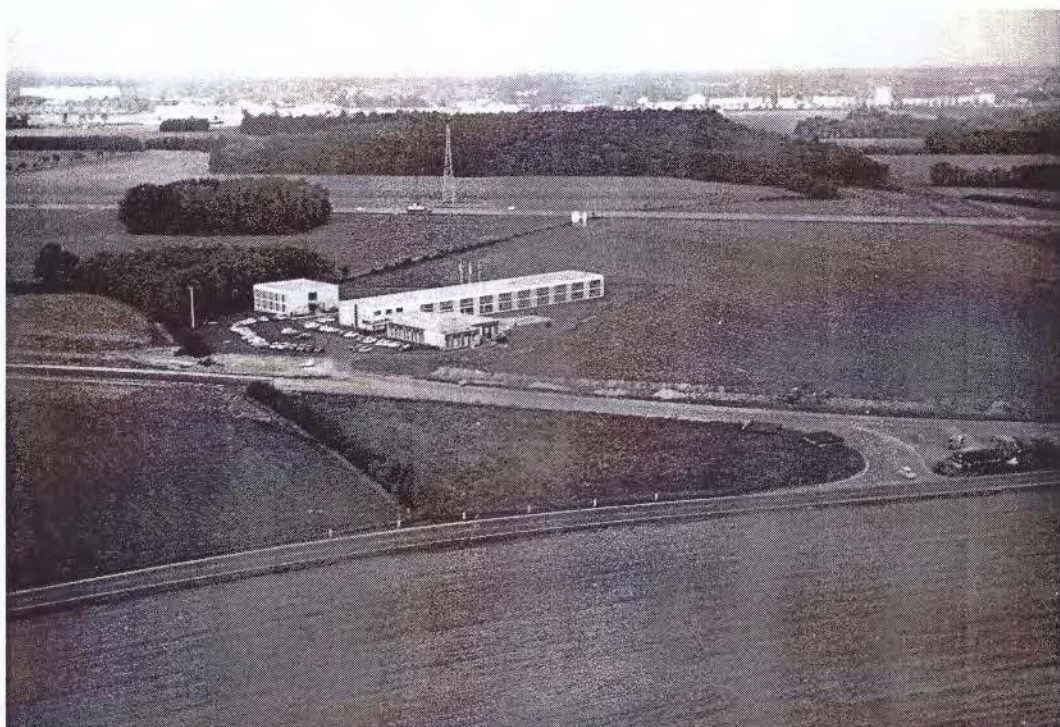
Elio CB : non. Au début, il fallait faire un SDAU de la ville : les 14 communes ont résulté du souci de créer un centre urbain "restructurateur" pour les grands ensembles qui avaient poussé à vive allure dans l'environnement géographique d'Evry. C'est ce qui a donné le document "Etudes et options" du Cahier 15 de l'IAURP. Je fonctionnais dans l'embryon d'atelier d'urbanisme, flanqué d'une équipe de programmeurs. C'est à partir de 1969 que le développement économique s'est imposé comme un objectif majeur et que Mr. LALANDE m'a dit *« Vous avez à vous occuper désormais du développement économique de façon prioritaire. »*

MVN : avant, vous n'aviez aucun contact avec les entreprises ?

Elio CB : le premier contact que j'ai eu, c'est avec Paul DUBRULLE, fin 67 - début 68. Son NOVOTEL à Courcouronnes a été inauguré en 1970. Il avait déjà réalisé ceux de Lille-Lesquin et Colmar. C'était un jeune et fringant chef d'entreprise, avec beaucoup d'ambition.

Dès le premier entretien, il m'avait dit *« En plus de cet hôtel, j'aimerais que vous me réserviez quelques hectares, pour mon siège, mes services généraux... »* André LALANDE m'avait dit : *« Qu'est ce que c'est que ce jeune homme qui parle de son siège et de ses services généraux alors qu'il n'a presque rien fait ? »* Il m'avait demandé de me renseigner auprès de sa banque. Elle m'avait dit *« Mr. DUBRULLE est le fils d'une bonne famille du Nord, que nous connaissons très bien. Et nous pensons qu'il ira loin. Nous lui faisons totalement confiance ».*

Cette banque était le Crédit Lyonnais. À partir de là, on lui a réservé des terrains. Ce qui a permis que beaucoup de services tertiaires de la chaîne ACCOR se développent dans notre ville.



octobre 1970 NOVOTEL dans le parc tertiaire du Bois-Briard

MVN : tu es donc arrivé à l'Epévy avec les premiers ?

Elio CB : oui. Ce n'était encore que la mission LALANDE dans les champs, avec des lièvres sous nos fenêtres.

Nous avons été inaugurés par Edgar PISANI, en présence de Paul DELOUVRIER et du préfet. Paul DELOUVRIER a eu un échange vif avec le ministre de l'équipement, qui avait parlé "*d'aventure intellectuelle*" nous concernant. Et puis, sans qu'il y ait eu de rapport de cause à effet entre les deux affaires, Pisani a démissionné quelques semaines plus tard.

MVN : ah non, il y avait un rapport. Paul DELOUVRIER nous l'a dit quand il est venu signer son livre, à Evry. Le soir même, il était allé voir le Premier ministre en disant « *c'est lui ou moi* ».

Elio CB : ah je ne savais pas ! Je ne pensais pas que nous étions aussi importants. Mais Paul DELOUVRIER l'était. Ce devait être la goutte d'eau qui faisait déborder le vase. Car il y avait déjà un contentieux entre eux. Il n'en demeure pas moins que lorsqu'Edgar PISANI quitte le Gouvernement peu de temps après l'incident, c'est un geste politique de sa part. Il veut alors protester contre les pouvoirs spéciaux demandés par le Premier ministre.

Nous nous sommes donc installés sur place.

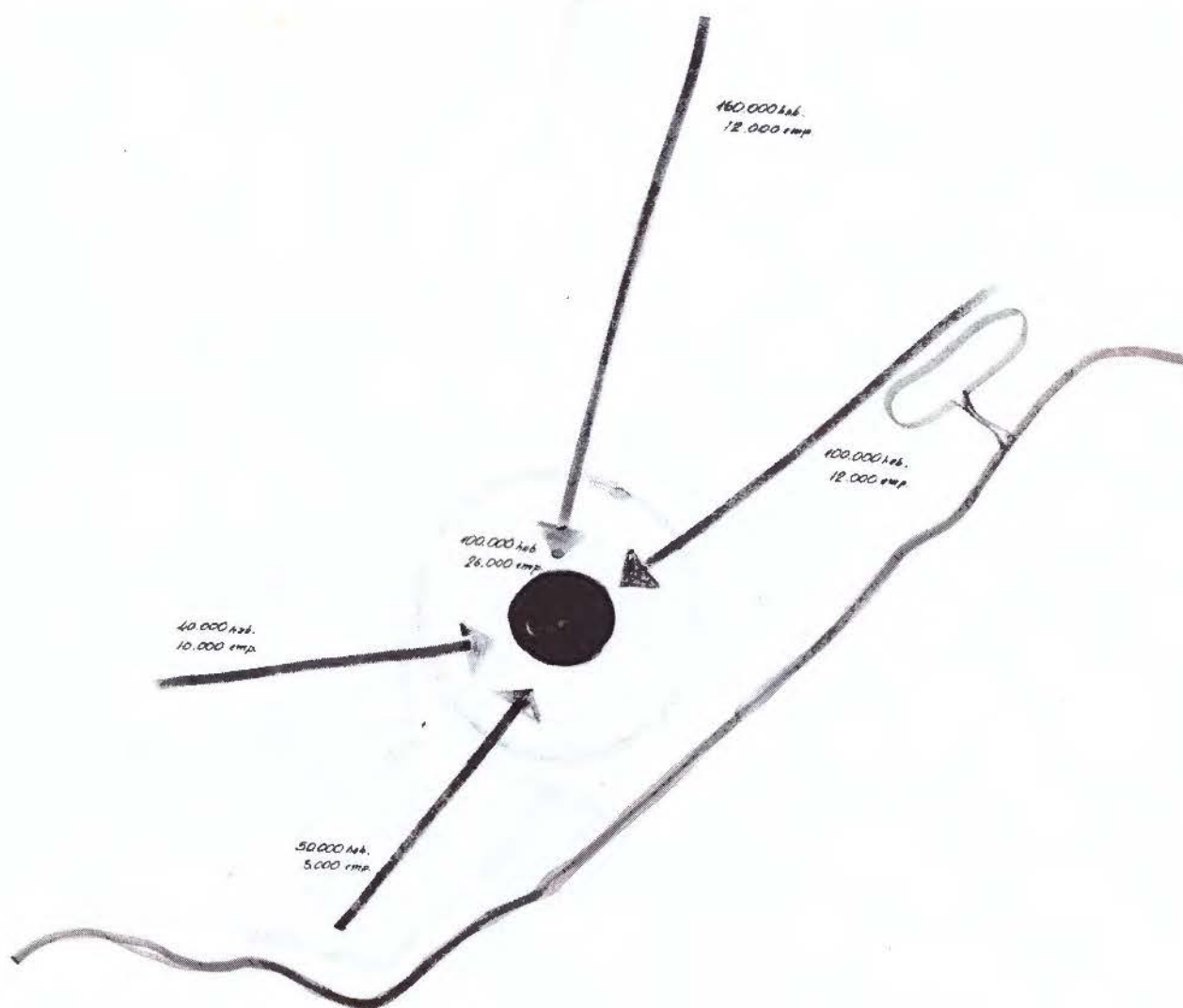


mars 1967 dans les locaux de la "mission", Edgar PISANI (1^{er} personnage à gauche) à côté d'André LALANDE

MVN : c'était la période des grands dessins. On a mis aux archives de Chamarande une vingtaine de carnets de croquis de cette période. Tu as participé à l'élaboration de tout ça ?

Elio CB : il y avait la manière de travailler de l'atelier, qui avait besoin, au niveau de la sécurité intellectuelle, de venir demander aux programmeurs socio-économiques, aux géographes, ce qu'ils pensaient de tel ou tel coup de crayon. Encore que pour les quartiers centraux, la réflexion et les coups de crayons étaient concomitants. Il y avait des réunions d'atelier.

Cette phase "Etudes et options" a abouti au cahier 15 de l'IAURP.



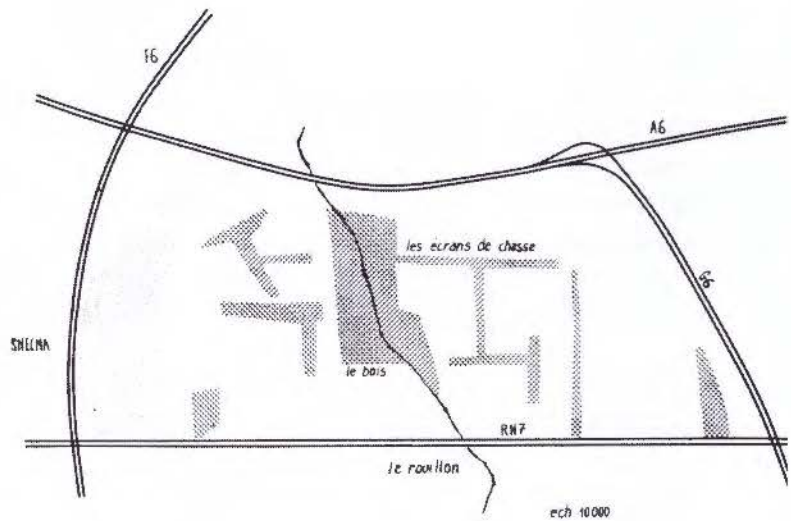
1966 prévisions habitat-emploi dans les 14 communes

Le site du centre

un plateau
un bois de chênes de bouleaux et d'ormes de 30 ha
un ru irriguant les terres de culture et dont la mise
en conduite fermée est en cours
des taillis écrans de chasse

le bois peut devenir parc
le ru, rivière enchantée et lac
les taillis, dans le premier âge de la ville
seront d'un utile secours

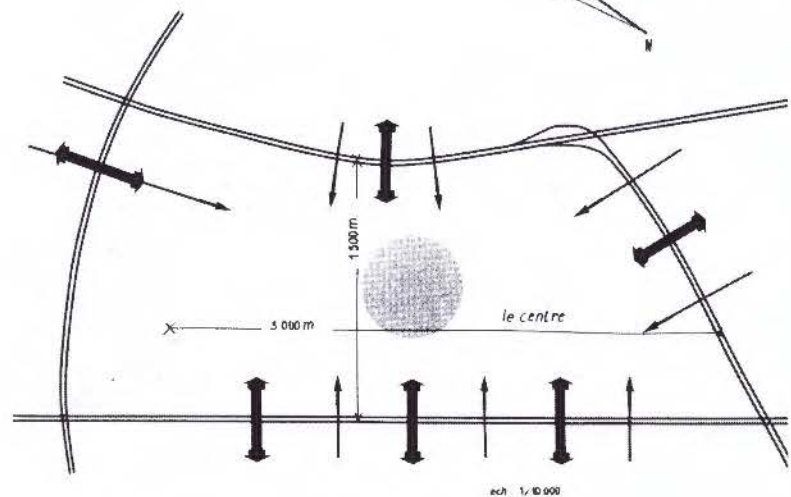
mais tout cela est peu la ville d'Évry ne se fera pas
en fonction d'un site les bulldozers devront le créer



Les dimensions du centre

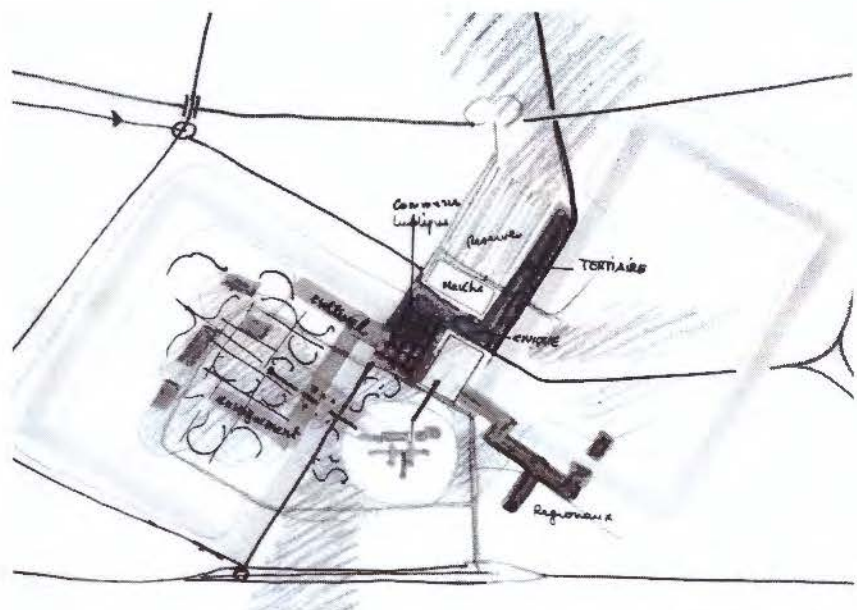
le centre de la ville est situé dans un espace bordé
par 3 autoroutes et la SNECMA

le quadrilatère ainsi formé peut paraître difficilement
franchissable cela a peu d'importance, au delà d'une
certaine dimension toutes les villes ont des ruptures; la
surface dont nous disposons (450 ha) est suffisamment
vaste pour permettre au jeune centre de grandir et si
cela s'impose un jour les franchissements en des points
 précis par des dalles assureront la continuité nécessaire
à sa croissance.

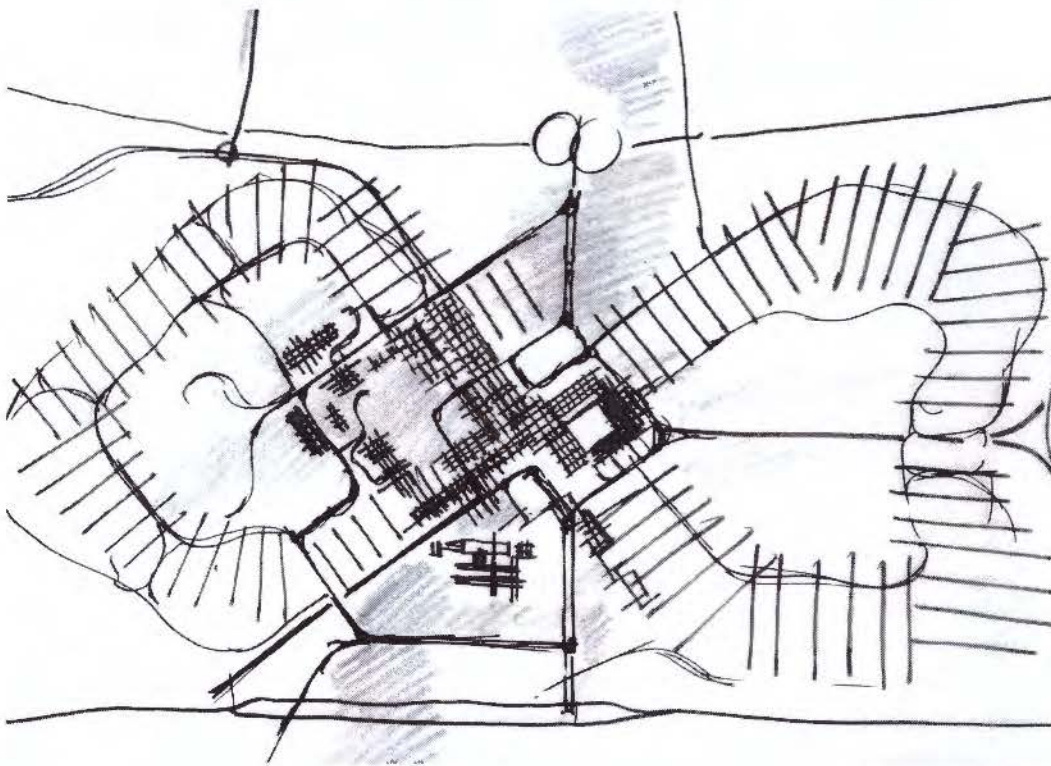


des points de franchissements très localisés
sortent du domaine de l'utopie pour devenir
réalisables et faire la jonction avec l'extérieur

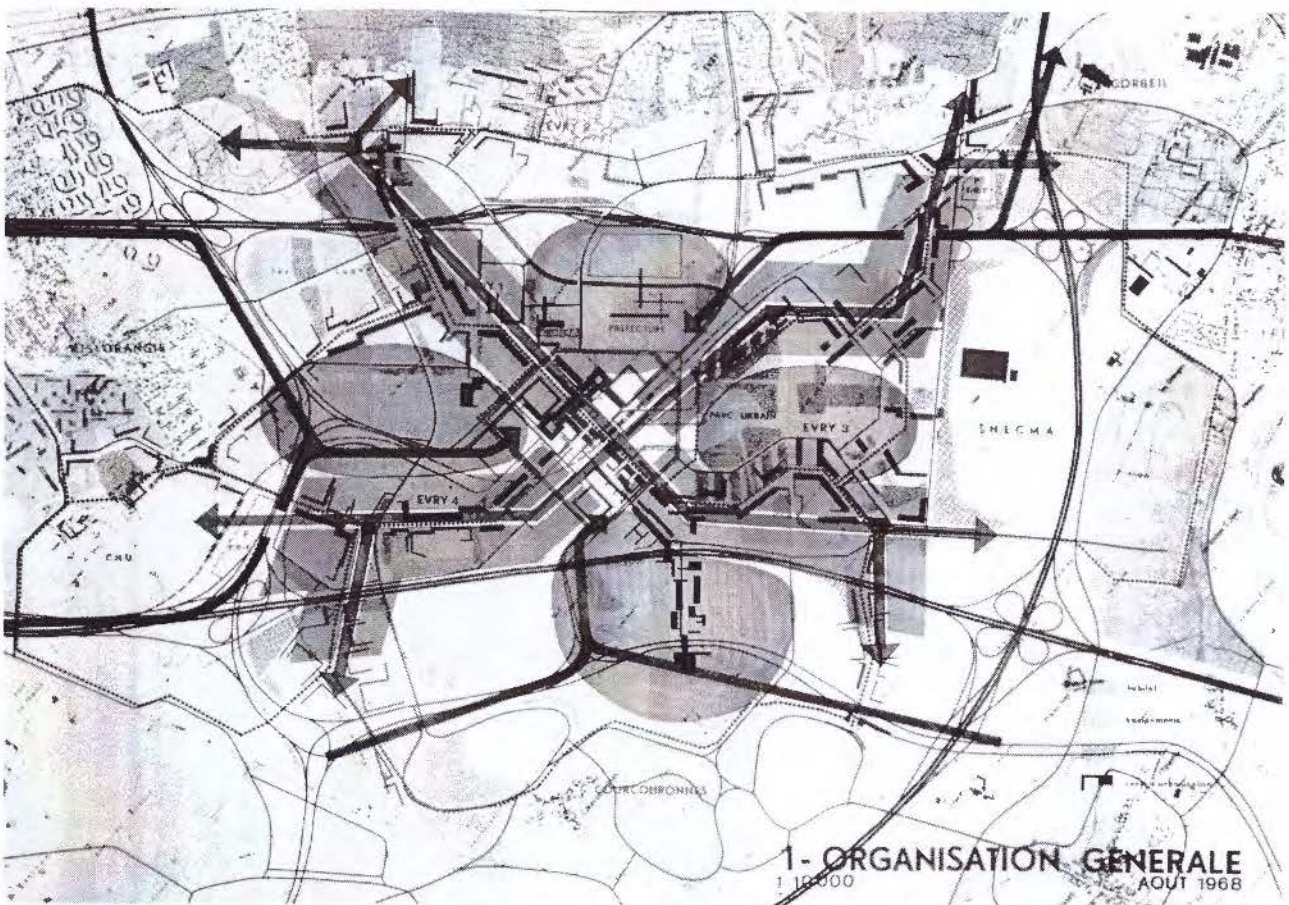
1966 le site et les dimensions du centre



début janvier 1967



fin janvier 1967



août 1968

MVN : et le développement économique, alors. DUBRULLE n'était pas encore avec PELISSON?

Elio CB : non. Paul DUBRULLE venait sans être accompagné. Mais peut-être collaborait-il déjà avec PELISSON. DUBRULLE était un familier de l'axe Paris Fontainebleau. Il habitait Fontainebleau.

Parmi les raisons fondamentales, qui amenaient les chefs d'entreprise à venir vers nous, il y avait toujours le tropisme de leur propre habitat. A un moment donné, nous avons rêvé, en termes de marketing, de connaître les résidences des cadres supérieurs des entreprises afin de sensibiliser ceux que nous avions le plus de chances de convaincre de venir à Evry.

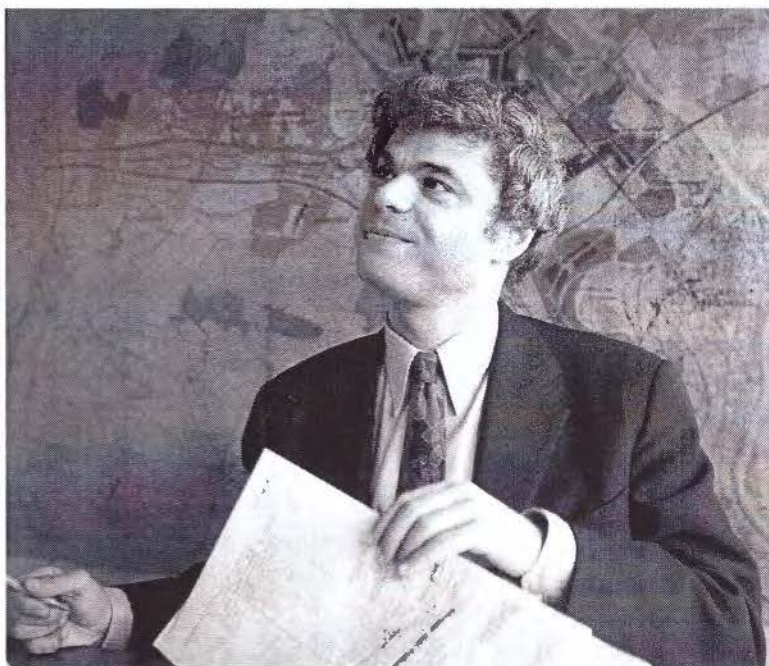
MVN : comment t'es-tu trouvé responsable du développement économique, pour un géographe ? C'est quelque chose qui te tentait ?

Elio CB : non. Nous n'étions pas très nombreux à "la mission". Il y avait trois grands domaines : les infrastructures, routes, ponts, vouées aux ingénieurs, l'atelier d'urbanisme, avec ceux qui tenaient le crayon pour arriver aux plans des ZAC et aux plans d'îlots, et puis il y avait le reste, qui comprenait les études et la programmation. Très vite, les études ont occupé peu de place. Il fallait en venir à l'opérationnel.

Le District et le Groupe central des villes nouvelles, nous rappelaient sans cesse qu'il n'y aurait pas de villes nouvelles si l'on n'assurait pas, à chaque étape du développement, le développement économique. C'est pourquoi, quand on revoit l'histoire de la ville nouvelle, on a fait correspondre les créations de nouveaux quartiers d'habitat à des créations de parcs d'activités, que ce soient les parcs d'activités industrielles ou des embryons de parcs tertiaires, ou encore les premières phases de développement du centre urbain régional, qui était aussi un réceptacle d'emplois tertiaires.

Quand on voit la programmation des villes nouvelles, on s'aperçoit vite que l'épine dorsale, c'est le développement économique. Donc, il n'est pas innocent que j'aie pu considérer le développement économique comme essentiel. En terme d'intérêt personnel, j'avais toujours eu envie de communiquer, de vendre, mais pas envie de le faire dans un cadre privé. Vendre pour gagner de l'argent, ce n'est pas ma tasse de thé.

Là, j'avais l'opportunité de pouvoir faire de la négociation, de l'acte de séduction commerciale, et en même temps de le faire dans un cadre d'intérêt public. J'ai eu des opportunités, dans le cadre de cette mission qui a duré 25 ans, de pouvoir passer dans le privé. Mais cela ne m'a pas tenté. Nous étions à une époque où des groupes privés commençaient à vouloir faire notre métier de développeur et de vendeur. J'ai été sollicité à plusieurs reprises par des groupes privés avec lesquels je travaillais, et je n'ai jamais donné suite à leur proposition d'embauche. Parce que cela ne m'intéressait pas. Quand il a été question de faire une action de promotion commerciale pour "vendre la ville", cela m'a passionné.



1973 Elio COHEN-BOULAKIA

MVN : au début, tu étais seul pour faire ce travail avec les entreprises ?

Elio CB : oui. Mais assez vite est arrivé Edgar BOUTILLIE, puis Jean-Louis FAURE, fin 1970. Et la liaison était très étroite avec Gérard d'ARCY, qui était à la fois architecte à l'atelier et un commercial à part entière lui aussi. Les Zones d'activités industrielles (ZAI), que nous appelions des parcs, étaient à l'ouest de l'autoroute, et il est resté le seul à s'occuper de ce secteur géographique, tout au long de l'histoire de l'Epévy.



1979 Gérard d'Arcy

Sur le thème des activités, on peut dire que c'était à la fois très difficile et très facile.

Facile parce qu'en 68-75, on est sans le savoir dans les "trente glorieuses". La croissance était extraordinaire. Les perspectives du "livre blanc" de 1963 nous paraissent, aujourd'hui, tout à fait folles, à la fois pour le développement démographique et économique. C'était le début de la "société de consommation", de la "société des loisirs". On hésitait pour savoir si en 1985, en moyenne régionale, on en serait à 2,8 voitures par ménage, ou plus. Pour la taille des maisons, le degré de confort, pareil. Quand on parlait de 14 millions d'habitants en agglomération parisienne, on se disait que ce serait plutôt atteint en 1996 ou 98, qu'en 2000.

Ces études étaient sous-traitées à des cabinets extérieurs, mais les projections étaient faites en interne. Les développements paraissaient importants surtout pour les activités industrielles ; le secondaire et les entrepôts. On n'imaginait pas, au début des années 70, ce que serait l'explosion du tertiaire. A telle enseigne que sur le tertiaire d'Evry, on était arrivé à une programmation de 150 000 mètres carrés pour un horizon très éloigné, et encore, nous étions considérés comme de doux rêveurs. Alors que maintenant, on a dépassé le million de mètres carrés !

Ces études n'étaient pas confidentielles. On en trouve les traces dans les cahiers de l'IAURP.

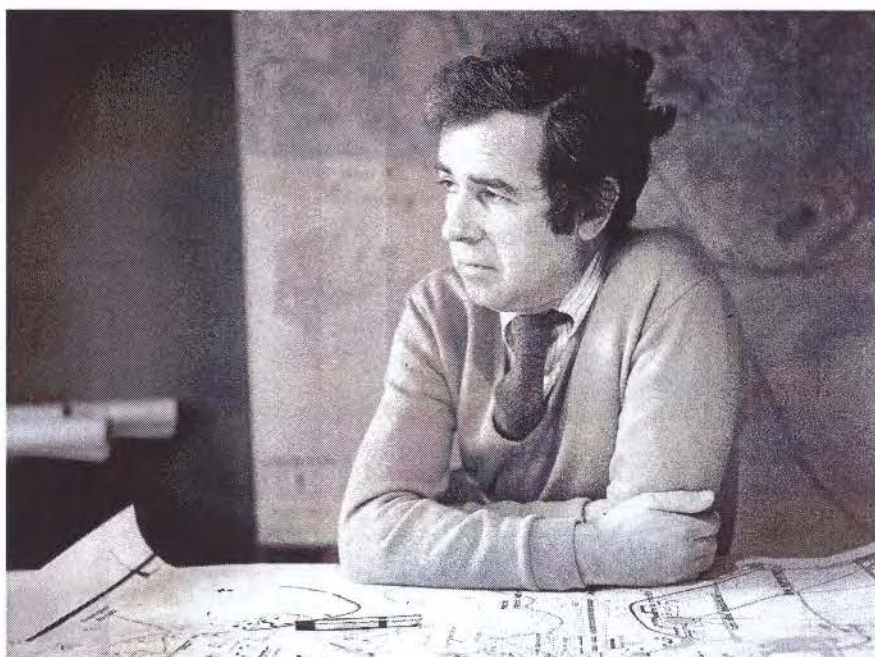
MVN : mais dans la problématique d'achat du foncier, on n'ébruait pas trop.

Elio CB : De ce point de vue, Paul DELOUVRIER avait compris que le district ne serait pas éternel. Il nous avait poussés à aller très vite dans l'élaboration des schémas, de manière à pouvoir, auprès des organismes comme le FNAFU (Fonds National d'aménagement foncier et urbain), stocker le maximum de programmes budgétaires, pour pouvoir acquérir les terrains et faire à l'intérieur de la zone de DUP (Déclaration d'utilité publique) de 1000 hectares (la première), les acquisitions foncières qui s'imposaient.

Alors Paul DELOUVRIER nous a fait avancer à cadence forcée. A l'époque on ne comprenait pas. Je rechignais beaucoup, avec MOTTEZ. On nous disait « *Je ne veux pas savoir. Faites-nous un dossier qui ait l'air de quelque chose* ». Il fallait le faire en 48 heures, pour stocker des autorisations de programmes, pour disposer de l'argent qui permettrait de faire des réserves foncières à long terme.

Les localisations des villes nouvelles étaient déjà arrêtées dès 1963. On savait où seraient les axes préférentiels de développement, où passeraient les lignes de RER, les épines dorsales des quartiers de développement.

Pour Evry, le schéma était simple. Si la ville nouvelle ne s'était pas faite sous l'égide des services publics, l'urbanisation du plateau était de toute façon décidée. Puisque, lorsque nous avons commencé à travailler sur Evry, nous nous sommes rendus compte qu'en dehors des coups partis (les grandes opérations du Moulin-à-Vent à Ris-Orangis, La-Grande-Borne à Grigny, déjà on parlait des Tarterêts sur Corbeil-Essonnes) il restait le centre du plateau, et que là aussi, il y avait des tractations avec le groupe PARIBAS, avec la SACI, et d'autres. D'autre part, il y avait les grands propriétaires fonciers, comme Hubert PASTRE, qui avait déjà vendu, et bien vendu, une partie de ses biens au ministère des armées, pour la SNECMA, et qui espérait que ce précédent lui permettrait de tirer un bon prix de son domaine.

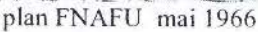


1979 Michel MOTTEZ



1970 La-Grande-Borne à Grigny

Elio CB : 7 Fr. le mètre carré, y compris l'indemnité de réemploi pour l'exploitant. Notre directeur, Mr. LALANDE, espérait bien arriver à un prix tournant autour de 7 Fr., comme le lui demandait Paul DELOUVRIER. Mais il y avait quelque chose de terriblement fâcheux pour cette espérance, c'est que Hubert PASTRE avait vendu certaines parcelles, notamment celles qui étaient près de la RN 7, quelques années avant, pour la SNECMA, au prix de 30 Fr. le mètre carré. Il y avait donc un handicap épouvantable à surmonter. Du moment où il y a un précédent, il est très difficile pour un juge foncier, de pouvoir donner raison à la puissance publique. On risquait fort, en cas d'expropriation par voie de justice, d'aboutir à un prix qui allait dépasser allègrement les 7 Fr. !



Or fort heureusement pour nous, il y a eu mai 68. Pour un certain nombre de possédants, mai 68 a été en fait l'occasion de prendre peur. Que peut-être on allait se trouver dans la situation de la Commune, un siècle plus tôt. Et donc le cousin, ou le frère, je ne sais plus, de Hubert PASTRE, Jean-Marie PASTRE, a pris peur. Il possédait l'ensemble autour du Bois-Briard, qui était un vaste domaine, de plusieurs centaines d'hectares. Il a donc repris contact avec André LALANDE, lequel était déjà en lien avec tous les propriétaires fonciers, et il lui a mis le marché en mains. S'il était à même de pouvoir, dans un délai très court, le payer "en monnaie sonnante et trébuchante", il acceptait les 7 Fr. On était, courant mai, dans une situation d'incertitude politique forte. C'était avant la grande marche triomphale sur les Champs-Élysées et le "retour au calme". Et là, André LALANDE a utilisé tous les moyens, y compris au niveau du district de Paris et du Secrétariat général des villes nouvelles, pour faire que le ministère des finances arrive à travailler très vite. Bien entendu, il pouvait compter sur Paul DELOUVRIER qui, en un temps record, réalisa toute la procédure et le déblocage des fonds.

Cela faisait un précédent. Hubert PASTRE a tempêté certainement sur la fébrilité de son parent, mais c'était fini. A partir de là, Evry a pu avoir les mille hectares à un très bon prix, ce qui était important, pour le bilan global de l'opération.



octobre 1970 le plateau d'Evry-Courcouronnes avec le Moulin-à-Vent à Ris-Orangis au fond

MVN : Hubert PASTRE, c'était le cousin le plus riche, celui qui avait le plus d'hectares ?

Elio CB : oui.

MVN : et celui dont la résidence principale était en Suisse ?

Elio CB : C'est Jean-Marie qui, en mai 68, quitta Paris pour Genève avec son argent en poche...

MVN : l'histoire, relatée par Paul DELOUVRIER dans son livre, de la valise remplie qui était partie en Suisse pour l'achat de nos premiers terrains, tu confirmes ?

Elio CB : oui.

MVN : par rapport aux autres villes nouvelles, nous avons été les premiers à acquérir les terrains ?

Elio CB : disons que Cergy avait plus de problèmes que nous, parce qu'ils avaient à faire à des maraîchers, et donc à un problème social que nous n'avions pas. Parce qu'en fait, ici, non seulement les propriétaires, mais même les fermiers étaient des gens importants ; je pense en particulier au domaine du Bois-Briard. Je ne parle pas du chef de culture. Le fermier était lui-même un "MONSIEUR".

MVN : on dit qu'il avait une usine textile dans le Nord ?

Elio CB : voilà ! Pour obtenir l'indemnité de réemploi, vous connaissez l'histoire ? Mr. HAPPERT la raconte dans son interview à MVN (Document mémoire n° 4). Il avait mis un bleu de chauffe de paysan, et avait livré un sac de patates à la coopérative de Corbeil-Essonnes. Il avait donné cela au juge, pour preuve qu'il était bien un paysan, et pas un bourgeois.

MVN : pourtant Mr. HAPPERT, tient bien le discours de cette pauvre famille qu'on a dépossédée. « *Que vont-ils devenir ?* » disait-il. Et la mère se faisait beaucoup de soucis pour son fils !

Elio CB : oui. Quand on entrait dans le corps de logis, au Bois-Briard, on était un peu gêné. On disait « *Pardon MADAME !* ». Mme. OTTE, réemployée ensuite par l'Epévy, était... la femme de chambre de la fermière ! Mme. de HEZEL était pour Mme. OTTE, une personne très importante.

MVN : d'ailleurs, on parle encore de la "Chambre de MADAME", ou du "Salon de MADAME", comme disait Mme. OTTE, avec une nuance de respect dans la voix.

Elio CB : oui. C'était un intérieur qui ne donnait absolument pas l'impression d'être chez des fermiers.



Elio CB : Pour revenir au développement économique, on peut dire que c'était donc très facile, au moins en matière de développement des activités secondaires (industries, stockage) mais encore assez difficile en matière de tertiaire (bureaux, services).

Une seconde idée reçue, qui s'est avérée être sans fondement, est qu'on nous avait dit : « *L'effet chef-lieu, ça ne comptera pas* ». Il s'est avéré le contraire. Nous avons eu énormément d'éléments positifs grâce au fait que nous étions la capitale de l'Essonne.



1970 le site du futur centre-ville

Les éléments négatifs, c'est que compte tenu de l'image déplorable des grands ensembles, du faible développement des transports, il était extrêmement difficile de décider un chef d'entreprise à venir s'installer dans ce que nous appelions une "ville nouvelle", mais qui n'était pour lui qu'un début de grand ensemble. Et c'était loin de Paris.



1970 Grigny 2

Paris était l'élément névralgique. Il était difficile à atteindre, et c'était aussi, ne l'oublions pas, le moment où commençait, de manière virulente, l'offensive des pouvoirs publics avec la DATAR, (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) qui militait pour le développement de la province. Or les villes nouvelles, c'était encore la région parisienne. Et il a fallu beaucoup de temps pour faire admettre à la DATAR que d'avantager les villes nouvelles de la région parisienne, ce n'était pas tout à fait la même chose que d'avantager Paris.

Donc nous avons cela à combattre, et de ce point de vue, nous devons beaucoup à Guy SALMON-LEGAGNEUR, secrétaire général des villes nouvelles avec Jean-Eudes ROULLIER. En fait, il a été la cheville ouvrière du développement économique des villes nouvelles.



Guy SALMON-LEGAGNEUR

De manière très discrète et informelle, il avait constitué ce qu'on appelait le "comité interne". Cela veut dire que nous avons pris l'habitude - les responsables du développement économique de chaque ville, moi pour l'Epévy - de nous rencontrer tous les mercredis après-midi, à la préfecture de région d'Ile de France, sous la houlette du chargé de mission qui représentait la région au "comité d'aménagement du territoire" de la DATAR. Réunions du comité qui avaient lieu toutes les trois semaines.



Jean-Eudes ROULLIER

MVN : qui était ce chargé de mission ?

Elio CB : après Mr. KUHN, plusieurs se sont succédés, dont Lucien FEBVRE. Ils nous permettaient de connaître, longtemps à l'avance, la teneur des dossiers qui allaient être présentés au comité de la DATAR. Ce comité, en fonction des lois, règlements et décrets pris, statuait sur la possibilité pour une entreprise de se développer en région parisienne. Il fallait qu'elle fasse un dossier très argumenté, très détaillé, expliquant pourquoi elle ne pouvait pas aller en province. Et ces dossiers là, nous en avions connaissance, dans leurs grandes lignes, très en amont.

En liaison entre nous et avec le représentant de la région parisienne à la DATAR, nous supputions les chances qu'il y avait de pouvoir garder l'entreprise en Ile de France. Elles étaient variées. L'entreprise pouvait bénéficier d'accords gouvernementaux, elle représentait peut-être un groupe puissant, car il y avait du lobbying dans tout cela. Peut-être le patron était-il très actif, et n'y avait-il aucune chance de pouvoir le contrer ? Dans la mesure, par exemple, où il avait déjà donné beaucoup de gages sur la province, il pouvait peut-être bénéficier d'une sorte de retour. S'il avait déjà accepté de créer des implantations en province, peut-être pouvait-il dire *« Maintenant vous pouvez me laisser développer un certain nombre de mètres carrés à Rungis »*, par exemple. Auquel cas, on ne pouvait rien dire. En effet, dans un tel cas de figure la DATAR serait formelle : *« J'ai un accord avec cette entreprise. Comme elle a joué le jeu sur la province, on lui donne "du mou" sur la petite couronne »*.

Ou alors, on avait à faire à des gens dont on se disait *« Ils n'ont pas donné assez de gages, ils sont fragiles »*. La DATAR peut les revendiquer, mais on peut obtenir de la DATAR, qu'en échange d'engagements précis de développement sur la province à moyen terme, l'entreprise se voie autorisée à une extension limitée en région parisienne, à condition qu'elle soit réalisée en ville nouvelle.

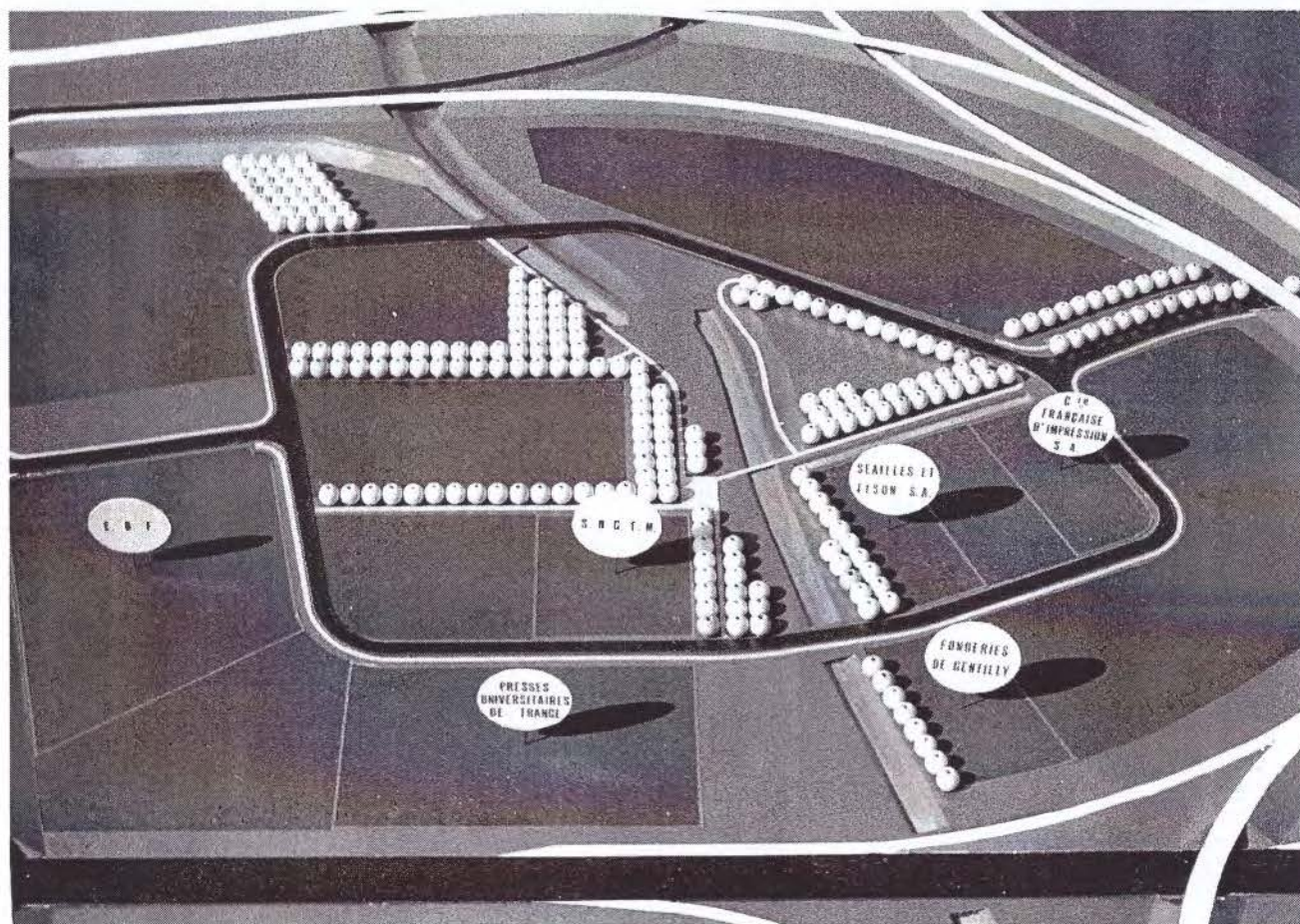
Alors, on pouvait se dire, *« On ne va pas se battre comme des chiffonniers »*, pour savoir lequel d'entre nous tenterait sa chance, car il y avait la fidélité cardinale ! Cela veut dire qu'une personne

qui est installée à Paris 15ème a peu de raisons d'aller à Cergy. Elle viendra plutôt à Saint-Quentin-en-Yvelines, ou à Evry. On ne parlait pas encore de Melun-Sénart. Voilà comment les choses se passaient. Cette fidélité cardinale faisait qu'entre nous, on avait plus de chances d'attraper tel "poisson" et de laisser tel autre à un collègue.

MVN : ces renseignements, vous les aviez donc par les réunions du comité interne, avant la réunion de la DATAR ?

Elio CB : voilà. En fait, une affaire ne se réglait pas en une seule séance. C'est un peu comme un tribunal. L'entreprise essayait de bien vendre son affaire, mais la DATAR, face à la demande présentée par le préfet de la région parisienne, pouvait demander à surseoir sur un dossier. Et dans cette période intermédiaire, qui pouvait être de trois semaines, parfois de six, c'est là que nous avions à intervenir.

On se présentait auprès de l'entreprise en jouant le jeu de celui qui savait qu'il y avait problème avec l'administration, et qu'on pouvait peut-être l'aider. Alors on essayait de le convaincre de venir sur place. Il venait, ou il ne venait pas. C'est comme ça, par exemple, que j'ai pu travailler, mais ce n'était pas dans la première période, avec DIGITAL-EQUIPMENT.



mars 1970 maquette du parc d'activité du Bois-de-l'Épine représentant les terrains déjà vendus

Comment se passaient, en fait, ces choix pour mettre en avant la candidature de telle ou telle ville nouvelle ? L'élément prépondérant résultait de la fidélité cardinale. DIGITAL était à Rungis. On savait qu'il avait des besoins de développement considérables, parce qu'on faisait des analyses d'entreprises, en fonction de ce qu'on savait être leur plan de développement. On savait que DIGITAL, en fait, selon toute probabilité ne serait pas autorisé à se développer sur place. Donc une raison, pour nous, de leur proposer ce que nous appelions un "saut de puce".

Ce saut de puce s'est fait en plusieurs étapes. Dans un premier temps, j'ai pu réussir à débloquer, pour Claude SOURNAC - qui était un directeur fort sympathique au demeurant - un dossier qui portait sur un besoin urgent pour son centre de formation interne. Soit, en fait, sur 300 à 400 mètres carrés. Il disait « *Ce n'est pas grand chose. J'ai besoin de ça à Rungis* ». Non, la DATAR lui a dit non, et le lui a répété. J'avais insisté pour le recevoir. Je l'ai revu à plusieurs reprises, dont au SOFITEL, à l'occasion d'une journée d'entreprises. Et il avait fini par accepter de venir voir à Evry. Je lui avais dit : « *Mr SOURNAC, on peut convenir d'une chose. Votre siège social, vous ne voulez pas pour l'instant, le mettre à Evry : on en parlera plus tard. Mais vous avez besoin, de 400 mètres carrés ? Qu'à cela ne tienne. Vous avez, la tour Lorraine, dans l'immeuble France-Evry qui a des étages de 1600 m carrés divisibles par 4. Prenez une option pour un étage. Cela peut se faire très vite.* »



10 décembre 1980, petit déjeuner informatique organisé par l'Epévy au SOFITEL de Sèvres



immeuble de bureaux France-Evry

Et c'est comme ça qu'il est venu à Evry. Il est venu parce qu'il avait un besoin, et qu'on lui refusait une extension modeste sur la SILIC, à Rungis. Et une fois venu à Evry, les choses se présentaient plus facilement, pour la suite ; l'effet SAV, (service après vente), que l'Epévy assurait en permanence aux entreprises, a joué à plein dans le cas de DIGITAL, pour achever de le convaincre de faire d'Evry son point d'ancrage.

MVN : après, ils ont donc décidé de mettre autre chose ?

Elio CB : ah oui, entre autre, le siège social ! Là où se trouve, maintenant, le GENOSCOPE.

MVN : ça s'est terminé par combien d'emplois DIGITAL ?



septembre 1981

Elio CB : avant la déconfiture, hélas – qui aurait pu penser que DIGITAL numéro 1 mondial de la mini informatique allait être racheté par un vulgaire marchand de PC ? – on en était à 1700-1800 emplois. Pas loin de 2000 sur la ville nouvelle. Avec quatre établissements, dont celui de Ris-Orangis.

MVN : où ?

Elio CB : au **Bois-de-l'Epine**. Bien sûr, dans le cas de DIGITAL, on était ravis. Parce que cela venait conforter l'idée d' *Evry pôle de technologies avancées*, qui était pour nous un leitmotiv, et puis par le fait que par rapport à son implantation antérieure, il y avait un saut de puce à faire, venir de Rungis du parc de la SILIC que nous considérions comme l'un de nos viviers potentiels les plus prometteurs.

Mais cela n'a pas toujours été aussi évident à faire aboutir. Par exemple, on a eu énormément de mal avec HEWLETT-PACKARD, parce que Courtabeuf ou Evry, ce n'est pas évident. Et Kléber BEAUVILLAIN n'a été convaincu que parce qu'on lui a vendu – d'ailleurs on lui a sans doute accordé une parcelle trop grande – six hectares aux portes du **Centre-ville**. C'est là qu'on a fait le parc tertiaire du **Bois-Briard**. Six hectares, c'était beaucoup, parce qu'il n'a jamais fait que le quart du programme annoncé. Mais on avait le siège de HEWLETT-PACKARD, leader mondial de la micro-informatique, c'était pour nous un symbole important.

Ce qui était essentiel, dans notre action, c'est que nous avions les avantages du privé, puisqu'en fait, on était une petite organisation de cheval-légers, ayant les coudées franches, capable de pouvoir développer tout ce qui était nécessaire pour permettre à une entreprise d'avoir ce dont elle avait besoin, en temps opportun ; mais en même temps, on baignait dans le public. Nous étions en prise directe avec l'Administration. Alors, bien sûr, on pourrait objecter qu'on était dans une époque de dirigisme, alors que maintenant on est dans une époque de libéralisme. Mais il n'empêche qu'il a été fort important d'être à la fois d'intérêt public et de statut privé, cela nous permettait ainsi de mettre le dynamisme du privé au service de la chose publique.

MVN : est-ce que la DATAR savait que vous connaissiez les dossiers à l'avance ?

Elio CB : oh elle s'en doutait, bien sûr.

MVN : mais qui vous communiquait les dossiers ?

Elio CB : On n'avait pas communication des dossiers mais seulement du projet des entreprises.

MVN : nous avons rencontré un patron arrivé aux débuts de **La-Marinière**. Il a un souvenir nostalgique de cette période. Il avait réussi à obtenir son permis de construire en 15 jours.

Elio CB : c'est parfaitement vrai. Il y avait le fait à la fois de la petite équipe commerciale, que j'animais, et de Gérard d'ARCY (architecte urbaniste assurant la coordination du secteur), qui avait la même optique commerciale : ne jamais laisser traîner, prendre en compte les besoins des sociétés. On allait presque jusqu'à prévenir leurs besoins. Et ils étaient toujours étonnés. Parce qu'ils nous considéraient un peu comme des "fonctionnaires" du fait de l'appellation "Etablissement public". Et puis ils voyaient une réactivité extraordinaire. Quand je leur disais « *Dans deux jours vous aurez ceci* », deux jours plus tard, ils l'avaient. Ils n'en croyaient pas leurs yeux, et cela permettait d'établir durablement des relations de confiance.

MVN : on dit même que pour une entreprise, on a réussi à leur vendre un terrain dont nous n'étions pas encore totalement propriétaires. Et ils ne se sont doutés de rien.

Elio CB : oui, c'est vrai. Disons que dans les débuts héroïques, il nous fallait asseoir la crédibilité de la ville nouvelle. Je me souviens de Mr. KRONENBERGER, patron de la FONDERIE-DE-GENTILLY, qui était un homme charmant. Il m'avait avoué, une fois, qu'il avait eu peur des quolibets de ses collègues, quand il avait dit qu'il allait s'installer sur la ville nouvelle d'Evry. C'était comme un désert. Et puis, il en est devenu un passionné. À tel point que lorsque j'avais, dans les débuts, des problèmes avec une entreprise, je pouvais faire appel à lui pour lui dire « *Est-ce que vous me permettez de donner votre N° de téléphone à Mr. Untel ?* » Et il avait toujours une influence extraordinairement positive. Parce que c'était un chef d'entreprise qui s'adressait à un collègue lui aussi chef d'entreprise.

Je le faisais participer à certaines de nos réunions. Et ça a même été pour lui, une fois, jusqu'à un grand déchirement. Dans nos publications promotionnelles, on avait l'habitude de faire apparaître la FONDERIE-DE-GENTILLY en toutes lettres. Et une fois, quand on commençait à avoir pas mal d'entreprises, dont un certain nombre à consonances prestigieuses, on n'avait pas rappelé le nom de la sienne, on l'avait bêtement incluse en fin de phrase, dans un ...etc.... Et quand j'ai eu à le rappeler à quelques jours de cette parution, Mr. KRONENBERGER m'avait dit « *Mr. BOULAKIA, je vous en prie, ne faites plus appel à moi puisque je ne suis qu'un etc...* ». J'ai eu un mal fou à me faire pardonner. Je suis allé le voir...



C'est dire que les premiers, nous avons bien joué le jeu avec eux, et ils nous l'ont bien rendu. Parce qu'effectivement, ils ont été agréablement surpris de voir une équipe jeune, pleine d'enthousiasme, de sérieux, de professionnalisme, y compris quand ils avaient des problèmes de permis de construire.

Ça a été jusqu'au fait que pour les premiers chantiers, LEGAVE-ET-PASQUIER, par exemple, on les avait fait alimenter en eau par les pompiers. Parce qu'il n'y avait pas encore l'adduction d'eau sur le terrain.



octobre 1970 Bois-de-l'Epine, la SOCEM

MVN : à propos de ce genre de détail, comment ça se passait entre le secteur que tu dirigeais, "promotion-emploi", et l'atelier d'urbanisme? Parce que des fois, tu devais défendre un autre point de vue que celui de l'atelier, qui était toujours un peu rêveur ?

Elio CB : eh bien de ce point de vue là, on n'a jamais eu de hiatus, grâce au fait que nous avions une connivence très forte avec Gérard d'ARCY. Cela faisait que je ne me serais pas risqué à promettre des choses dont je savais qu'il ne pourrait pas les tenir. Et dans la mesure où j'étais parfois un peu aventureux, il s'arrangeait pour que ce soit possible. Parce que Gérard d'ARCY était quelqu'un de très ingénieux, et qui n'avait pas de dogmatisme en matière d'urbanisme.

MVN : il faut dire aussi que pour l'atelier d'urbanisme, dont Gérard faisait partie, il y avait deux zones géographiques : l'Ouest de l'autoroute, où Gérard était seul, et l'Est, où nous concentrons toutes nos forces pour imaginer la ville du XXI^e siècle. La partie Ouest, c'était alimentaire. Parce qu'on avait besoin d'amener le développement économique et le développement des logements, sur Courcouronnes, Bondoufle et Lisses.

Alors pour cette partie alimentaire, cependant, on leur a préparé des terrains de toute beauté, avec les plans d'eau, des espaces verts... C'était plus qu'alimentaire. On n'était pas obligés de faire tous ces aménagements.

Elio CB : disons que dans les idées de l'époque il convenait, pour attirer les industriels, pour avoir un argument de plus, de faire qu'ils se retrouvent dans des milieux qui ne les dépaysaient pas. C'est pour cela qu'une zone qu'on appelait de "tout venant", comme **La-Marinière** à Bondoufle, a parfaitement joué ce rôle pour tout un nombre de PMI industrielles, dans le domaine de l'imprimerie et des tas d'autres choses. Effectivement elles souhaitaient qu'une zone industrielle, avec des prix raisonnables, leur permette de construire leur établissement sans grands frais particuliers. Alors que pour d'autres, il était important de tenir un certain standing.



mai 1977 visite du centre artisanal de **La-Marinière**

MVN : le standing, c'est **Saint-Guénault**, par exemple ?

Elio CB : voilà. Alors ensuite, on est allé plus loin dans ce sens, comme avec le parc technologique du **Bois-Chaland**, mais beaucoup plus tard.

MVN : mais quand on revient au début, avec le **Bois-de-l'Epine**, il y a eu toute une politique qui disait « *On vend des terrains relativement petits aux entreprises, et les quotas d'espaces verts obligatoires, on les retrouve ailleurs.* » Il y avait aussi des contraintes ou des facilités, je ne sais comment dire. Par exemple, le restaurant interentreprises, c'était quand-même une contrainte. Et ces contraintes là, tu devais les vendre.

Elio CB : le restaurant interentreprises a une histoire très particulière. Il faut dire que nous n'avons jamais pu être très directifs pour les créer dès le départ. Ce qui, d'ailleurs, a été un très gros problème sur **La-Marinière**. Pourquoi ? Parce que là, nous ne pouvons pas intervenir de manière dirigiste, en faisant un organisme de caractère public. Il nous fallait intéresser le privé. Or, c'était très très calé de faire créer, par le privé, un restaurant interentreprises, sachant que nos parcs d'activités n'étaient pas de la taille de celle de Saint-Ouen-l'Aumône, à Cergy-Pontoise, par exemple

MVN : c'est quoi, alors, l'idée de faire ce restaurant interentreprises au **Bois-de-l'Epine** ?

Elio CB : le restaurant interentreprises du **Bois-de-l'Epine**, il est lié au fait que lorsque Mr. LAUNOY, PDG de STEIN-SURFACE, est venu me voir en 1971, il venait de la commune de Saint-Cloud, c'était une opération fantastique : 300 emplois, qui venaient avec des salariés de très haut niveau, ingénieurs, projeteurs... C'était le groupe des thermiciens de STEIN-Roubaix, qui en fait ne voulait pas s'embarrasser d'avoir à faire chez lui, alors qu'il en avait la taille critique, son restaurant d'entreprise. Et il était assez directif là-dessus. Il m'avait dit « *Mr. BOULAKIA, moi je ne viens que si vous pouvez me garantir qu'à mon arrivée, le restaurant interentreprises sera ouvert* ». Alors après m'être concerté avec tout le monde, on a dit oui, on ne pouvait pas en effet laisser passer une opération comme celle-là.

Et on a eu beaucoup de mal à le mettre en place. Parce qu'il faut savoir que le nombre d'emplois ne donne pas le nombre de couverts. On a un rapport de 3 à 1 entre les deux. Donc à l'automne 1972, à leur arrivée, il fonctionnait. Parce qu'on avait cette obligation contractuelle, qu'on avait prise avec Mr LAUNOY, le patron.



novembre 1972

janvier 1973

MVN : oui, mais c'est parce qu'on lui avait dit au départ que le parc industriel comportait un restaurant interentreprises.

Elio CB : ah pas du tout. Moi, je lui avais dit, que pour l'instant, nous n'en avions pas. Qu'on avait seulement prévu d'en avoir un. Il m'avait dit « *Cela ne me suffit pas. Si je ne l'ai pas dès le premier jour, il me faudra trouver la solution pour nourrir mon personnel. Et si je trouve cette solution, je n'irai pas au restaurant interentreprises qui se sera créé six mois ou un an après. Et comme je ne veux pas me casser la tête à créer ma restauration sur place, je ne viens à Evry que si vous pouvez me garantir que le restaurant sera bien ouvert au jour de mon installation* ».

MVN : je te questionnais, parce qu'on m'avait dit que c'était l'atelier d'urbanisme, qui se disait, dans ses réflexions, « *On ne veut pas que chaque entreprise ait sa petite cantine dans son coin* ».

Elio CB : c'est vrai. L'idée était, sur la manière de développer les parcs d'activités, qu'il fallait éviter que le temps de restauration dans les entreprises se traduise par la gamelle, ou une cuisine froide de fond d'atelier. On voulait qu'il y ait un vrai endroit de détente, de restauration, voire même un centre de services. Mais pour ça, il aurait fallu quelque chose de beaucoup plus grand en taille de zones industrielles. Quelque chose permettant de faire ce qu'a pu réaliser Cergy avec Saint-Ouen-l'Aumône, où ils ont pu construire un vrai centre de services, avec des banques, coiffeurs et autres.



septembre 1981

MVN : et après ça, ils ont voulu faire d'autres centres de services dans toutes les zones d'activités, quelquefois à cheval sur plusieurs zones. Et ils ont fait obligation aux entreprises, pour la gestion de ces centres de services, de fonder entre elles des GIE (Groupement d'intérêt économique).

Elio CB : effectivement. Le problème est que, si l'on fonde un centre de services, et que l'on ne crée pas une obligation aux entreprises d'y être, on a tout perdu. Parce que certaines entreprises ne veulent pas se créer de telles obligations. Elles disent « *Mon personnel se débrouille comme il peut. A la rigueur je donne des tickets restaurants* ». A ce compte, on se met en danger. Pour l'éviter, on crée l'obligation de ne pas permettre à l'entreprise de solution individuelle de restauration, même si c'est une gêne pour le commercial. Parce que quand on vend le terrain, on est obligé de vendre en même temps la participation au centre de services.

Pour Mr. LAUNOY, ç'aurait été tout à fait positif, puisqu'il le voulait, ce restaurant. Mais d'autres ne voulaient pas. La restauration collective est toujours un domaine très difficile. Elle est pourtant l'élément moteur des autres services.

MVN : cela aurait été bien de pouvoir imposer ces GIE dans tous les parcs d'activités. Parce que là où il y en a, comme à Cergy, maintenant ils jouent un rôle précieux pour la gestion de ceux ci.

Elio CB : tu as raison. On a regretté de ne pas y être parvenus. Mais c'est un peu la contrepartie de la faible taille de nos parcs d'activités. On l'a voulu, ce parti pris de parcs d'activités à taille modeste, parce qu'on voulait éviter ce qui menaçait au départ : une grande "banane" d'activités sur la partie Ouest de la ville nouvelle. D'ARCY nous a fait opter pour des petits parcs très personnalisés, avec des vocations différenciées les uns des autres. Quelque chose qui était très apprécié par les entreprises, et qui facilitait en même temps le repérage dans les quartiers industriels. C'est vrai que quand on va dans une grande zone, comme à Courtabeuf, c'est un peu la quadrature du cercle pour s'y retrouver. Mais l'envers de la médaille, pour nous, a été qu'il devenait difficile d'y implanter des services.

MVN : quelle a été la chronologie de lancement des parcs d'activités ?

Elio CB : on a commencé par le **Bois-de-l'Epine**, en 68-69. En 68, ce sont les premiers travaux de viabilisation. En 1971, on y a installé les quatre premiers industriels. C'était l'année où l'on construisait le **Champtier-du-Coq** et où l'on mettait en service les premières lignes de bus, pour desservir le **Bois-de-l'Epine**. On avait toujours pu tenir ce pari de faire qu'à chaque étape de la ville nouvelle, corresponde une avancée de toutes les fonctions urbaines : l'habiter, le travailler, se transporter... comme dans la Charte d'Athènes.

Après le **Bois-de-l'Epine**, très vite, on a réalisé **Saint-Guénault** et **La-Marinière**. On a dû viabiliser leurs terrains dès 1970. Ensuite Guy SALMON-LEGAGNEUR nous avait débrouillé, après de longues négociations avec Mr. LAURENCOT, la réalisation d'une SILIC qui soit un peu le petit frère de la SILIC de Rungis. C'était avec le groupe ICP, à la **Petite-Montagne**. Là c'est une opération très différente, qu'on a laissée complètement à l'aménageur privé, qui en a fait son affaire.

MVN : on avait un peu de réticences, je crois.

Elio CB : on avait beaucoup de réticences. L'atelier était extrêmement contre, par rapport au problème « on livre le bébé sans trop savoir comment il va évoluer, quels types d'aménagement, de paysagement... ». C'est vrai que la **Petite-Montagne** n'est pas un modèle sur ce plan là. Mais c'était aussi l'avantage de pouvoir offrir des locaux clefs en main, solution très appréciée alors par de nombreux chefs d'entreprise

A l'époque, c'était quelque chose de très nouveau, et qui contenait un élément important de la panoplie des moyens à offrir aux entreprises. De ce point de vue là, l'arrivée de la SILIC, du groupe ICP, a été quelque chose de très positif



la SILIC à La-Petite-Montagne-Nord (aujourd'hui **Bois-Briard**)

La-Marinière a donc été livrée en même temps que **Saint-Guénault**, vers avril 1972, avec les premières livraisons de logements à **Courcouronnes-Centre** et au **Champtier-du-Coq**. En même temps, mais pas par nous, se réalisaient les **Terres-Saint-Lazare**, sur Ris-Orangis, et puis la SAMBOE travaillait sur la **Croix-Blanche**, à Sainte-Geneviève-des-Bois.

Et ensuite, ce doit être Lisses **Les-Malines**, **L'Eglantier**, et plus tard le parc technologique du **Bois-Chaland**. Et puis **Les-Bordes** à Bondoufle, à la fin des années 80, contemporaine du golf.

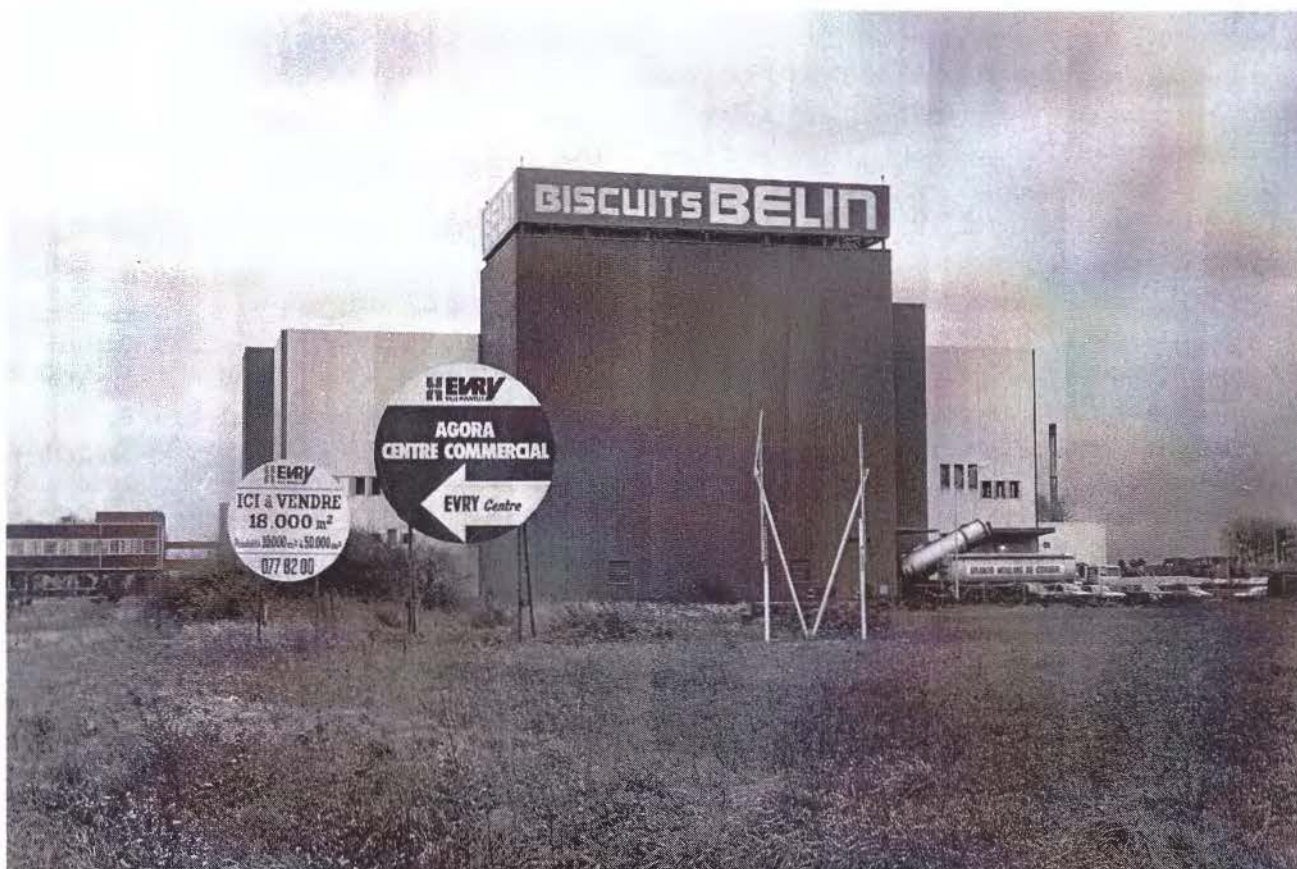
On a eu aussi l'arrivée de la grosse activité de BELIN, un cadeau de Mr BOSCHER.

MVN : pourquoi, un cadeau de Mr. BOSCHER ?

Elio CB : parce qu'en fait, on n'aurait jamais dû avoir BELIN. Cette arrivée, on la doit directement à Michel BOSCHER, parce que Jérôme MONOD, patron de la DATAR, était son ami politique. Normalement, BELIN ne pouvait pas espérer une localisation plus proche de Paris qu'Orléans, où il était décidé qu'il devait s'installer.

Alors il y a eu une pieuse fiction, qui a voulu que l'usine était destinée à ne faire que de la pâtisserie fraîche, pour alimenter un certain nombre de restaurants d'entreprises de la région parisienne, pour lesquels il fallait une très grande proximité de livraison. Ce qui était complètement faux, puisqu'ils ont tout de suite fait des biscuits pour apéritif et autres.

Cela s'est fait dans les tout débuts de la ville nouvelle, et la mise en service a eu lieu en 1973. Finalement l'inauguration n'a jamais eu lieu. Elle devait avoir lieu en avril 1974. Mais là-dessus, le président POMPIDOU est mort le 1^{er} avril. Les cartons d'invitation étaient déjà prêts. D'abord elle a été retardée, et finalement elle n'a jamais eu lieu. Ensuite, on a eu les tribulations que l'on sait, avec NABISCO d'abord, puis avec DANONE-LU-BRUN, DANONE qui a fermé sans état d'âme un établissement de production nullement déficitaire.



décembre 1976

MVN : on dit que la ville nouvelle vendait les terrains à la tête des clients, qu'il n'y avait pas de prix.

Elio CB : non, ce n'est pas vrai.

MVN : non, mais on dit que pour les entreprises que l'on voulait vraiment avoir sur la ville nouvelle, on était prêt à faire des sacrifices financiers.

Elio CB : disons que les sacrifices qu'on a faits, c'est en fait d'accorder, dans des lieux très privilégiés, subcentraux voire centraux, des terrains très largement mesurés, pour une entreprise qui avait un nombre d'emplois relativement limité. Il y a deux grands exemples pour cela, qui sont d'ailleurs contemporains, ce sont SOFINCO et HEWLETT-PACKARD, à qui on a vendu des terrains importants, pour des opérations qui, en termes de mètres carrés et d'emplois, n'étaient pas considérables, pour la phase initiale de construction.

MVN : mais en espérant quand même qu'ils s'agrandiraient. Et puis on n'a pas, non plus, mis de la logistique près du centre ville.

Elio CB : SOFINCO, qui, lui, a procédé à une extension, l'a faite non pas sur son terrain propre mais sur une opération voisine de promotion de locaux industriels. Quant au parc tertiaire du **Bois-Briard**, il a donné lieu à un parc tertiaire décidé à l'occasion de l'implantation de HEWLETT-PACKARD. Les terrains de ce parc constituaient une zone d'extension du centre non couverte par une ZAC, et qualifiée de réserve pour un long terme hypothétique.

Voici comment s'est fait le choix de Kléber BEAUVILLAIN, directeur de HEWLETT-PACKARD-France et membre du directoire européen, un grand patron : il a passé une matinée avec nous. J'étais avec Gérard d'ARCY. Nous lui avons montré tous les sites avec lesquels on espérait le séduire, et il n'y avait rien à faire. Puis à la fin, il devait repartir, il n'avait pas le temps de déjeuner. On lui a dit « *On prend un pot* ». Je me suis dit, NOVOTEL a un petit côté sympa, on n'est pas loin, on prend un verre. Et là, le verre à la main, il nous dit : « *Vous voyez là devant nous ce bosquet, ce n'est pas un parc, mais cela suffirait, sur le site que j'aimerais vous voir me proposer, à réaliser une ou deux fois l'an pour le personnel des rencontres conviviales et champêtres, des méchouis, dans un cadre sympathique* ». Et c'est là que l'idée a germé : lui tailler une parcelle sur la réserve du **Bois-Briard**.

MVN : ils l'ont fait ce méchoui. J'ai assisté à un repas de l'AME (Association pour le mécénat d'entreprises), là-bas.

Elio CB : ah oui ?

Et donc on s'est dit, en rentrant « *On a trouvé la solution* » ! Mais ça a été très difficile, parce que MOTTEZ (directeur de l'atelier d'urbanisme) était franchement contre : « *Zone d'extension du centre !* » Finalement, j'ai dit « *On a là l'affaire du siècle. Te rends-tu compte ? On a déjà DIGITAL, IBM, LOGABAX... On a les plus grands. Ça y est, on est lancés. Evry est la ville de l'informatique* ». C'est ainsi qu'on a fait une offre à Kléber BEAUVILLAIN. Je crois qu'au début, c'était 4 hectares. Mais il a dit 6, et il a eu 6.

MVN : il voulait aussi la vue sur le plan d'eau de Courcouronnes. CHOQUET explique, en racontant la conception du **Parc-du-Lac**, qu'en fait, toute la partie Est, là où il y a des petites maisons maintenant, devait être consacrée à des terrains pour entreprises.

Elio CB : On n'aurait pas mis en branle une affaire comme celle-là pour une petite PMI, c'est évident. Même si elle avait apporté beaucoup d'emplois à l'hectare. On l'a fait parce que c'était HEWLETT-PACKARD.



octobre 1996 HEWLETT-PACKARD

MVN : il y avait bien des frictions, des fois, entre le commercial que tu faisais, et l'atelier d'urbanisme.

Elio CB : oui mais pourquoi ? Parce que c'était la chasse gardée pour l'extension mythique du centre.

MVN : Mottez dit, dans son livre, que la ferme du Bois-Briard est aussi près du centre que le palais de justice. Pour lui, elle est un élément du centre-ville.

Elio CB : je suis tout à fait d'accord pour reconnaître, qu'une ferme aussi proche du centre soit considérée comme un élément culturel de la centralité.

MVN : j'aimerais qu'on parle aussi du siège de CARREFOUR.

Elio CB : Nos rapports avec CARREFOUR ont été assez conflictuels au départ, notamment au travers de Mr. DEFFOREY père. Il était l'un des deux patrons, avec FOURNIER. C'est lui qui avait créé le premier CARREFOUR, à Sainte-Geneviève-des-Bois. Il était venu nous voir. Il voulait absolument mettre un CARREFOUR à Evry. Il avait insisté beaucoup, mais André LALANDE lui avait dit « *Vous n'y pensez pas ! C'est un grand magasin parisien et non un hypermarché qui sera la locomotive du centre régional* » C'était en 1968.

MVN : c'est l'époque où nous étions en plein dans les études du centre. Il y croyait donc ?

Elio CB : ah il y croyait beaucoup. D'ailleurs, nous l'avons jeté comme un malpropre, et après, il nous l'a fait payer très cher. Parce qu'il a la dent dure, Mr. DEFFOREY. Il nous avait reçus à Lyon, magnifiquement, dans un des ces petits grands restaurants des "mères" lyonnaises. Et il nous avait expliqué, après qu'il nous ait fait visiter son CARREFOUR de Lyon, combien c'était important

d'avoir un CARREFOUR sur Evry. Et Mr. LALANDE, lui qui était pourtant toujours assez prudent, avait été assez dur avec lui, en lui disant « *Les grands magasins que nous recherchons ne peuvent se confondre avec votre enseigne* ».

MVN : mais ce CARREFOUR de Lyon il était en périphérie ?

Elio CB : oui. En périphérie, avec des parkings tout autour. On lui a dit « *Un centre comme ça, avec des parkings tout autour, ce n'est pas ce que l'on va faire sur Evry* ». Alors il s'est battu comme un lion. Il a essayé par tous les moyens, mais on a résisté.

Et c'est ce qui fait que, comme m'avait dit Jacques GUYARD, au moment de la disparition d'EUROMARCHE, pendant quelques temps, on est resté dans une mortelle inquiétude, sur le fait de savoir si EUROMARCHE étant absorbé dans CARREFOUR, la direction allait maintenir CARREFOUR sur Evry. Et il semblerait que DEFFOREY père, qui était toujours dans les affaires, pour se venger sans doute, avait envie de dire « *Eh bien non ! Ils n'ont pas voulu de moi, alors maintenant on ferme* ». Ce qui aurait été une catastrophe, pour le centre commercial et pour Evry.

Alors tout le monde est venu le supplier à genoux, pour que l'enseigne CARREFOUR veuille bien rester sur Evry. Et finalement, c'était bien leur intérêt, parce qu'ils avaient une politique impériale. Ils étaient partout autour, et ils sont restés sur Evry.

MVN : mais ils ont quand-même implanté leurs bureaux.

Elio CB : oui, la SAMOD. C'est la centrale d'achat de CARREFOUR. Cela s'est fait sur **Saint-Guénault**, indépendamment de l'opération commerciale. Et c'est à partir de la SAMOD qu'ensuite, il y a eu des développements qui se sont faits également sur Courcouronnes, puis sur le reste de la ville nouvelle, et qui ont été importants.



avril 1975

MVN : oui, il y a le service après vente sur Lisses. Mais il y a eu aussi, longtemps, la direction générale de CARREFOUR, dans les petits bureaux derrière COURTE-PAILLE.

Elio CB : c'était la direction internationale. Mr. DEFFOREY avait probablement là un de ses bureaux.

MVN : autrement dit, nous avions là le siège d'une multinationale, tout en l'ignorant un peu.

Elio CB : oui. Mais c'est le business.

MVN : et le grand parking entre la SAMOD et la ferme du Bois-Briard. Actuellement il sert uniquement à la SAMOD, mais CARREFOUR envisageait d'y construire des bureaux, à une époque ?

Elio CB : ça, c'est les grands groupes. On leur a toujours fait crédit, on ne prend pas le risque de leur déplaire.

MVN : cela s'est fait à l'époque du début de la débâcle. L'Epévy vendait n'importe quoi à n'importe qui. Il suffisait de demander un terrain, de dire qu'on voulait l'acheter, et on n'en demandait pas plus.

Mais avant, pendant près de vingt ans, l'Epévy a joué un rôle de grand facilitateur pour l'implantation des entreprises !

Elio CB : il a été un chef d'orchestre. A chaque pas, il était là pour permettre aux gens de ne pas perdre de temps, de voir leurs démarches administratives simplifiées. De voir tous les besoins qui étaient les leurs coordonnés auprès d'un même bureau, qui allait pouvoir faire suivre les choses, aussi bien au sein de l'Epévy que dans les administrations locales, des collectivités et des services extérieurs de l'Etat. Je crois qu'on peut dire, aujourd'hui, que cela a été une part non négligeable de notre succès.



mai 1982, Michel COLOT et André LALANDE lors de la pose de la 1ère pierre de HEWLETT-PACKARD

MVN : c'était un rôle d'interface. On n'employait pas beaucoup le terme à l'époque. On parlait plutôt du "guichet unique". La notion d'interface n'avait cours, alors, que chez les scientifiques.

Elio CB : oui. Et très vite, en fait dès 1975-76, à la suite de l'analyse que nous avons faite sur le milieu d'Evry, nous nous sommes focalisés sur l'idée que nous pouvions être un pôle capable d'attirer, sur l'Ile de France, une part importante des localisations de technologies avancées.

Alors ça, ça a été beaucoup amplifié, mais à un point extrême, avec l'arrivée de Michel COLOT à la tête de l'Epévy. Son arrivée, à partir de 1980, a correspondu à une véritable mise en réseau de cette idée de pôle de technologies avancées.

C'est alors qu'on a tout fait pour développer enseignement supérieur et centres de recherche et qu'on a fait rapidement partie du réseau des technopoles françaises et de la cité scientifique d'Ile de France Sud.

Ce projet de la cité scientifique résultait de la mise en pratique de l'une des idées qui avaient germé à la suite des "assises de la technologie" organisées par Jean-Pierre CHEVENEMENT au début du septennat de François MITTERAND : féconder la recherche par une mise en réseau des capacités

publiques et privées. Développer dans les entreprises, y compris les PMI, l'innovation et la recherche appliquée. On pensait alors, à prendre exemple sur des précédents prestigieux : la route 128, de la région de Boston sur la côte Est des US, la Silicon-Valley et Stanford en Californie... On admirait beaucoup le Japon. De nombreuses missions au Japon ont d'ailleurs été réalisées par la Cité scientifique, ce projet ambitieux confié au sénateur NOE et qui n'a jamais vraiment décollé. A Evry, nous participions à cet engouement. En 1982, j'ai accompagné Michel COLOT à l'exposition de Tsukuba, dans le cadre de la nombreuse délégation de la cité scientifique Ile de France Sud.

Sur le plan de la dynamisation des entreprises locales, on a réuni en 1981 dans un club informatique d'Evry des entreprises et des centres d'enseignement et de recherche, puis, la création d'ADECIR (Association pour le développement à Evry d'un centre d'informatique et de robotique) en a résulté, dans le dessein de promouvoir les technologies avancées dans le tissu industriel et de service. Cette association, ADECIR, a compté dans son Conseil d'administration des représentants des grandes entreprises locales, de la Chambre de commerce de l'Essonne, des écoles d'ingénieurs d'Evry, de l'IUT de Créteil qui avait alors une annexe à Evry. Avec des objecteurs de conscience, main d'œuvre peu coûteuse, qu'on choisissait en fonction de leurs compétences dans la CAO, DAO, et avec un matériel acquis grâce à des subventions, nous avons fait de l'assistance-formation à des PME-PMI, pour les familiariser avec ces techniques alors toutes nouvelles. J'ai personnellement beaucoup travaillé dans cette association dont j'ai été le secrétaire général jusqu'à sa dissolution et dont le président a accepté jusqu'au bout la reconduction de son mandat.

MVN : c'était qui, ce président ?

Elio CB : Il s'agissait de Gilles SCHAAFF, cadre dans l'échelon parisien de la puissante organisation patronale UIMM, (Union des industries métallurgiques et minières).

MVN : tu as parlé d'une autre création.

Elio CB : le "club informatique" qui a été la matrice de l'ADECIR.

Une autre initiative de Michel COLOT destinée elle aussi à dynamiser le partenariat ville entreprise a été la création de l'AME (Association pour le mécénat d'entreprise), qui a donné lieu à de belles réalisations plastiques sur la ville nouvelle, qui a fait s'investir dans un projet commun de nombreuses entreprises grandes et moins grandes et qui est pérenne.



22 octobre 1990 : inauguration par l'AME de "L'oiseau-briard", sculpture de Michel POIX

Il y a eu aussi l'aide à la création d'entreprises et aux pépinières d'entreprises, autre chantier dans lequel Michel COLOT s'est investi avec passion. Dans des conditions très difficiles, nous avons réussi à sauver de la faillite la pépinière développée dans des locaux provisoires, proches de ceux d'Epévy. Club de parrainage des jeunes entrepreneurs, soutien logistique, développement du centre de services... C'est de cette riche expérience que sortira quelques années plus tard, le projet qui se matérialisa dans le "Magellan", pépinière "en dur", et premier maillon de ce qui allait, avec l'aventure du génome, devenir un élément central de la stratégie du genopole d'Evry. Les années 80 ont donc été une période d'intense bouillonnement qui a ancré quelque part : *Evry, pôle des technologies avancées.*



octobre 1999 Le Magellan

MVN : Mais c'étaient les idées des années quatre-vingt, ça. Vous étiez portés par l'évolution de la pensée et du développement économique. Et alors, par rapport à ce mouvement qui a touché toute la France et l'Europe, vous étiez en avance, ou en retard ?

Elio CB : ah, nous étions aux avant-postes ! A un moment donné, vers la fin du mandat de Michel COLOT, soit dans les années 85-86, je passais les 2/3 de mon temps sur ces problèmes là. J'allais dans des colloques, des congrès, représenter Evry... et parfois même, pourquoi pas ? la France. Sur les technopôles et technopoles au masculin et au féminin car il y avait "le" technopôle de l'informatique et "la" technopole d'Evry.

MVN : vous rencontriez Sophia-Antipolis ?

Elio CB : bien sûr. On avait des contacts avec eux, même fréquents.

J'ai moi-même, un moment, - heureusement ça n'a pas duré longtemps, car j'ai fait comprendre à Mr. COLOT qu'on perdait notre temps là-dessus - été donné à tiers-temps au sénateur NOE, président de la cité scientifique. Je me trouvais donc là où elle était basée, c'est à dire dans les locaux du CEA (Commissariat à l'énergie atomique) à Gif-sur-Yvette, où j'ai un moment fréquenté cette petite équipe de doux rêveurs, c'était un peu ça, dans laquelle il y avait un urbaniste, un paysagiste, deux économistes, qui faisaient de grands plans de la future cité scientifique, qui allaient dans tous les sens du Sud-Ouest parisien. Et moi, je recevais des industriels

Mais en fait, j'ai très vite compris le faible rendement de cet investissement ; et Mr COLOT a accepté que je cesse de perdre mon temps là-bas. C'est dire que nous avons été très loin dans ce domaine là.

C'est l'époque, également, où Mr. COLOT a tout fait pour développer l'enseignement supérieur. On a pu aider au plan matériel, parce qu'alors, l'Épévy en avait les moyens. On a pu aider l'école du CNAM, c'est à dire l'IIE (Institut d'informatique d'entreprise), à s'implanter. On a pu aider, de la même manière, le CESI. Parce qu'on était toujours dans cette idée de dire « *On crée un pôle lié à l'informatique.* » On a même fait venir, mais ça n'a pas duré plus de deux ans, le CERIL (Centre d'études et de recherches en informatique linguistique), avec des gens de très haut niveau en matière d'informatique linguistique. Pour eux, on a aménagé des locaux dans **Les-Passages** que par la suite le CNAM a utilisés. C'était au total des investissements rentables pour la promotion de la ville nouvelle.

A cette époque là, aussi, on a réalisé dans des conditions hors du commun, le département d'IUT "génie mécanique et productique, option robotique". Ce qui nous avait obligés à mettre en place un restaurant universitaire car les services du ministère exigeaient alors ce restaurant pour autoriser la construction du département et que le CROUS, quant à lui, refusait de construire.

Tout cela finalement a été positif puisqu'on préparait ainsi l'arrivée de l'université d'Evry qui s'opérera en 1991.

Et alors là, on peut dire que toutes ces actions entretenaient un halo autour d'Evry, absolument extraordinaire. Cela fait qu'il n'y avait pas photo, pour beaucoup d'entreprises innovantes petites et moyennes, sur le fait de dire « *Evry n'est-elle pas adaptée à mon implantation, moi qui ai besoin d'évoluer dans un milieu porteur* » ?

MVN : mais l'argument de poids, c'était quand même qu'il y avait déjà IBM, HEWLETT-PACKARD, LOGABAX...

Elio CB : Voilà ! On était partis sur l'idée qu'on avait la SNECMA, qu'on avait la direction des lanceurs du CNES, qu'on avait IBM à Corbeil-Essonnes et à Evry. Et c'est à partir de là qu'on a dit « *On peut lier la gerbe et faire le développement en privilégiant cet axe* ». Et l'apothéose a été l'arrivée de DIGITAL.

DIGITAL est venu d'abord sous la forme de l'étage de la formation, à la tour Lorraine, en 1979. Et en tirant sur le fil, avec l'installation du siège.

Avec DIGITAL, on a eu beaucoup de choses, pour finir. Le début de leur déclin a suivi de près la mise en service de leur centre de formation dans une ferme remarquablement mise en valeur au plan architectural. Mais avant ça, on avait eu le grand centre de logistique au **Bois-de-l'Epine**, puis les services généraux sur le parc tertiaire du **Bois-Briard**... Les implantations de DIGITAL, à un moment donné, ont été fantastiques sur Evry.

On avait ainsi les grands de l'informatique : IBM, DIGITAL, HEWLETT... C'était normal que la tête nous tourne un peu. En même temps, il y avait le panurgisme qui faisait que les entreprises de high-tech venaient à Courtabeuf, parce que Courtabeuf était censé être un milieu porteur, puisqu'il y avait Orsay à proximité. Or, les analyses faites par les universitaires montrent que finalement, l'impact réel de ce milieu dit "porteur" n'était pas plus important que ce que l'on pouvait avoir en d'autres secteurs de la région parisienne, sur d'autres communes considérées comme non prestigieuses ; mais finalement ce qui comptait le plus c'était l'idée qu'on s'en faisait, bien plus que les avantages réels qu'on pouvait effectivement en attendre.

L'important, c'est l'idée, c'est l'image, la promotion. C'est très complexe. C'est à la fois apprendre à valoriser le potentiel en place, et créer de la réalité. Le fantasme crée de la réalité. Ce n'est pas complètement du bluff, à la façon dont certains promoteurs commerciaux peuvent parfois créer du bluff et raconter un peu n'importe quoi.

MVN : à l'époque, il y avait une schizophrénie. En même temps qu'il y avait cette image chez les industriels, il y avait l'image, côté habitants, d'une ville qui se paupérisait.

Elio CB : c'est vrai, et ça a été le grand problème de la décennie 80-90.

MVN : j'aimerais qu'on revienne sur ACCOR. Comment Paul DUBRULLE a-t-il trouvé l'adresse de l'Épévy ?

Elio CB : ah, on avait déjà des panneaux sur l'autoroute. Le premier, au **Bois-de-l'Epine**, était là dès 1968. Je te garantis qu'avec les embouteillages sur l'A6, les gens avaient le temps de noter le n° de téléphone en passant, et d'appeler ensuite. Et ça marche encore.



1969 Bois-de-l'Epine

MVN : mais comment a-t-il trouvé ce terrain là, les interlocuteurs ? Qui a réagi et comment, alors qu'on était à peine installés ?

Elio CB : simplement le téléphone. Alors c'est toujours pareil, réactivité totale. Je peux te dire que quand un industriel appelait, à sa première demande, il était reçu à la première minute où il souhaitait l'être. Si c'était le lendemain, c'était le lendemain. Ou le jour même, pareil. Et à partir de là, il trouvait des gens qui étaient prêts à lui apporter ce qu'il voulait. Y compris, pour Paul DUBRULLE, des réservations de terrains que nous lui avons faites, malgré les réticences de départ de Mr. LALANDE, réservations qui ont permis de nombreuses implantations après celles du NOVOTEL.

MVN : qu'est-ce qu'ils ont implanté ?

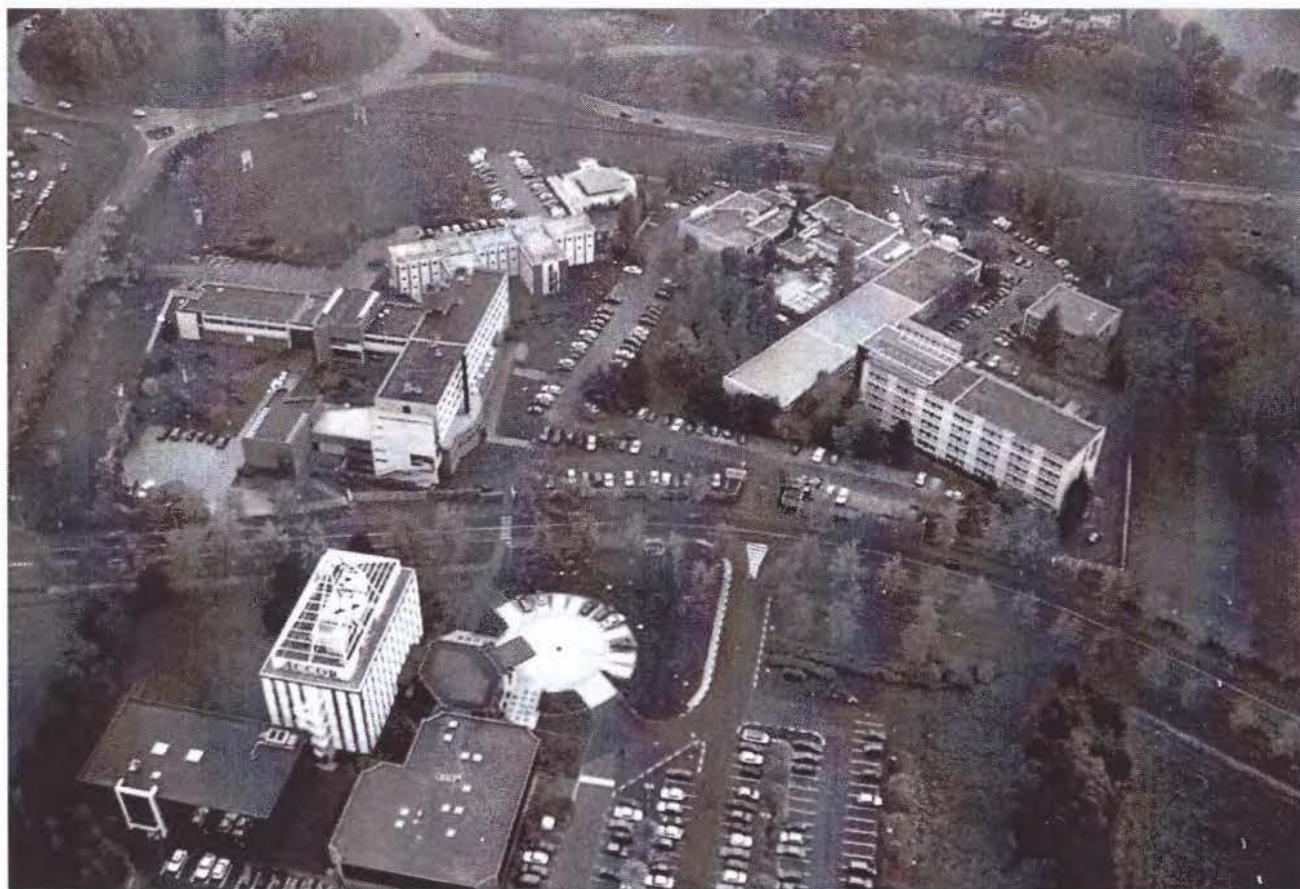
Elio CB : à partir du moment où ils avaient les réservations de terrains, les choses ont été plus faciles. Ça a commencé, après le NOVOTEL, par DEVIMCO, leur centrale d'achats. Et puis sont venus le siège, des services généraux, l'ACADEMIE-ACCOR, centre de formation...

MVN : ensuite, il y a eu des gens qui ont joué un grand rôle dans cette chaîne, comme MOLINARI.

Elio CB : oui, Mr. MOLINARI, patron de la chaîne IBIS, a vraiment été un homme actif sur Evry. Il a été un de ceux qui ont pu jouer le jeu de la ville, comme membre à part entière d'Evry. Il n'habitait pas directement sur Evry, mais pas loin.

Il a bien joué le jeu, parce qu'au niveau patronal, alors qu'il avait déjà une envergure européenne, voire mondiale déjà, de par le groupe, il avait un ancrage évryen. Il est arrivé bien avant l'ACADEMIE-ACCOR, qui a dû ouvrir en 1985.

MVN : alors ensuite, une fois le groupe implanté, avaient-ils encore besoin de vous ? Tu parlais de l'après-vente. En quoi cela consistait avec eux ?



1996 l'ensemble du groupe ACCOR au parc tertiaire du Bois-Briard

Elio CB : nous avons rencontré Paul DUBRULLE tous les trois ou quatre ans, dans des déjeuners où il y avait le directeur de l'Epévy, Gérard d'ARCY et moi-même. Il nous invitait. C'était l'occasion, pour eux de pouvoir dire *« on fait le point sur les problèmes »*. Cela nous permettait, évidemment, de garder le contact avec des gens qui nous étaient très précieux. On cherchait à savoir s'il y avait des problèmes, comment les prévenir par rapport à ce qui représentait, pour nous, un fanal ; d'ARCY était toujours très attentif, comme il l'était également avec la PMI la plus humble.

Gérard d'ARCY a été un peu triste lorsque Paul DUBRULLE a voulu implanter sa PIZZA-DEL-ARTE, avec ses couleurs criardes, sur des terrains prestigieux, au Bois-Briard. Il a essayé de lui faire changer des choses, mais DUBRULLE lui a dit *« C'est notre image de marque. Avec ces trucs que vous trouvez laids : du bleu, du vert, du rouge... c'est ce qui nous situe pour notre clientèle. Et nous continuerons à le faire »*. De la même manière, Mr. MOLINARI nous expliquait délicieusement - il était plein d'humour au cours de ces déjeuners - que les FORMULE 1 leur rapportaient plus que les SOFITEL, et qu'ils avaient cette particularité de faire un taux de remplissage supérieur à 100% !

MVN : ensuite, vers 1990, on entendait parler des "Atrium" un peu partout en France. N'a-t-il pas été question d'en faire un sur Evry ?

Elio CB : oui, mais ça n'a pas abouti. A un moment donné, on a même tenté de les intéresser à la ferme du Bois-Briard. Elle avait aussi intéressé HEWLETT-PACKARD. Plusieurs projets ont

avorté. Parce que finalement, les études ont montré que les vieilles fermes, quand tu veux en faire un équipement moderne, ou bien tu les fiches en l'air, ou bien ça coûte une fortune à réhabiliter.

C'est d'ailleurs ce qu'a expérimenté DIGITAL, avec un grand talent quand ils ont repris la ferme à **Léonard-de-Vinci**. Mais ça, c'était la danseuse de Claude SOURNAC. Il voulait avoir une ferme, c'était presque une obsession et au moment où il l'a eue... il est parti !



1975 la ferme des Folies à **Léonard-de-Vinci**

MVN : les "universités d'entreprises" étaient à la mode, à l'époque.

Elio CB : oui, mais Claude SOURNAC avait voulu une ferme dès le départ, en fait. Quand j'ai réussi à le convaincre pour l'étage de la tour Lorraine, et ensuite pour le siège, il avait toujours un petit regret. Il me disait toujours « *Pensez à mon idée : une ferme* ». On a fini par lui trouver la ferme des Folies (c'est son nom). Chacun a ses fantasmes. Pareil pour le patron de HEWLETT-PACKARD, qui fantasmait sur le petit bois et le méchoui. Les hommes sont comme ça. Il faut faire avec.

Pour en revenir à Paul DUBRULLE, Fontainebleau a beaucoup joué. Très important de savoir où les gens habitent et où ils ont leur résidence secondaire. Si la ville d'Evry se trouve sur leur chemin, elle prend sens à leurs yeux. Elle prend une réalité, une humanité. C'est très important, ça.

MVN : on a parlé, un moment, du bipôle allant de Rungis-Orly à Evry-Corbeil. L'INSEE a fait un redécoupage des bassins d'emplois en fonction de ça. Il s'est appuyé sur le constat que beaucoup d'habitants du secteur Orly-Rungis déménageaient vers la ville nouvelle d'Evry, et que par ailleurs, beaucoup d'habitants de la ville nouvelle allaient travailler à Orly-Rungis. De même, beaucoup d'entreprises d'Orly-Rungis se délocalisaient vers Evry. Est-ce que ça a joué beaucoup, et est-ce que vous vous en rendiez compte ?

Elio CB : oui, tout à fait, et cela a été un élément très important. On a vu comment DIGITAL était à la SILIC de Rungis. On a vu aussi que la SILIC était le vivier à partir duquel on essayait de faire venir des entreprises. Elle comportait beaucoup de sociétés américaines, de technologies avancées, qui s'étaient installées ici à cause d'Orly. Il n'y avait pas encore Roissy. Orly était la plateforme internationale de Paris au plan aérien.

Il ne faut pas oublier qu'Evry a bénéficié de l'autoroute du Sud, l'une des toutes premières en Ile de France, créée dès 1960. Cela a joué un rôle très important. L'aspect déménagement des halles de Paris à Rungis n'a pas joué. On a pensé, un moment, qu'il pouvait y avoir des retombées, comme des fabricants de hayons... ou même par rapport à l'industrie agro-alimentaire. Mais il n'y a jamais eu, à ma connaissance, de retombées directes.



19 janvier 1989 vœux de l'Epévy aux industriels

Pour ce Document mémoire n° 8 :

La mise en pages et les photographies sont de Dominique PLANQUETTE,
sauf celles des pages 5, 6 et 9. Page 33: photo Claude CASSOU



Mémoire de la ville nouvelle

Siège social : Communauté d'agglomération d'Evry Centre Essonne

C/O Service mémoire et documentation

110 place de l'Agora BP 62 91002 EVRY Cedex

[http : //www.agglo-evry.fr/pages/asso_memoire.htm](http://www.agglo-evry.fr/pages/asso_memoire.htm)

mailto : asso.mvn@laposte.net

10 €